

Etat et économie dans les pays développés à économie de marché, 1919 - 1990

Les pays occidentaux ont connu au XXe siècle une croissance sans précédent de leur richesse nationale. La **Dépression des années 30** constitue dans ce processus une rupture majeure, non seulement parce qu'elle fait resurgir la misère, mais aussi parce qu'elle révèle le **problème structurel du chômage** dont souffrent les pays développés. Le plein-emploi des Trente Glorieuses apparaît à cet égard comme une exception. Dès lors, être pauvre dans un pays riche consiste à ne pas avoir d'emploi, tandis que les politiques publiques cherchent à atteindre et à maintenir le plein-emploi.

On peut aussi mesurer la richesse des pays développés en mesurant l'écart de PNB/hbt entre les pays occidentaux et les autres. D'après Bairoch, l'écart n'est pas de plus de 10% début 19^e ; rapport de 2 vers 1870, de 4 en 1913, de 10 en 1990. L'Occident a de plus moins souffert du ralentissement de la croissance dans les années 1970, tandis que l'écart se réduit à l'intérieur des pays développés.

Comment l'Occident s'est donc enrichi ? Indice synthétique : **hausse de la PML** (qui synthétise l'investissement, l'innovation, la division du travail avec l'accroissement du commerce mondial, redistribution des revenus). La seconde industrialisation (production de masse) joue un rôle essentiel.

Conséquences : **croissance de l'espérance de vie, réduction de la mortalité infantile**. Un pays riche est alors un pays où la mort d'un enfant est le scandale le plus absolu. Disparition de la faim, sauf lors des deux Guerres. Cette disparition entraîne aussi la fin des épidémies (exception de la grippe espagnole, après la pénurie de guerre). **Allongement de la scolarité** (travail juvénile n'est pas rentable, investissement dans l'éducation comme moteur de la croissance). Les inégalités augmentent mais la pauvreté recule (même s'il est difficile de la mesurer : seuil de pauvreté – relatif ou absolu –, surendettement, IDH, manque de produits essentiels).

I La crise des années 30

La crise de 1929 est caractérisée par un effondrement de la production dans tous les pays industrialisés sauf Japon et URSS. Par rapport à une base 100 en 1929, la production industrielle de 1932 est à 54 aux US, 58 en Allemagne, 74 en France, 83 en GB. 1937 : US 92, GB 124, FR 83, Allg 134. Rechute 1937-1938 : US 72.

Autre manifestation de la crise : **déflation** 1929-1932 19% US, 12% FR, 14% GB, 21% Allg.

Troisième manifestation : **effondrement du commerce mondial** (-25% volume 1929-1934, soit -66% en valeur).

Nouveauté de la crise : **chômage de masse et de longue durée**. Le 19^e avait été parcouru de crises de surproduction, avec baisse des prix et des salaires (en compensation) qui rétablissait l'équilibre. **Dans les 30s, non seulement les salaires nominaux ne baissent pas, mais comme les prix baissent, les salaires réels augmentent**, pour ceux évidemment qui restent à plein temps. En Allg, les salaires nominaux progressent de 17% en 1931-33, en FR de 20% en 1930-1937. Résistance des salaires à la baisse, qui s'expliquent par les **réunions salariales et les stratégies d'entreprise** (conserver et qualifier la MO). **L'équilibre se fait alors par la réduction de l'emploi** (équilibre de sous-emploi de Keynes). 16M aux US (1933 : 24% population active), 7M en Allg.

La crise est aussi exceptionnelle par la **durée et l'ampleur**. **La crise ne peut plus apparaître comme un accident de parcours du capitalisme** : elle remet en cause, par le contraste avec l'URSS, le capitalisme lui-même. Dans son déclenchement, la crise apparaît comme une **crise boursière américaine** venant sanctionner les excès de la spéculation et du crédit. Elle serait alors une purge qui permettrait ensuite à l'économie de repartir. Mais cette explication n'explique pas la récession mondiale engendrée (cf. 1987 : correction boursière du même ordre). D'autant que de nombreux pays entrent en récession avant même le krach (ex Allg, Pologne).

La crise semblerait alors être une **crise de restructuration des économies occidentales**, dans laquelle les mécanismes de régulation de l'économie sont inopérants. Elle sanctionnerait le mode de passage d'un mode d'accumulation à un autre (**théorie de la régulation**) : mais alors pourquoi un départ en 1929 ?

On peut aussi négliger les causes, pour étudier surtout les réactions publiques à la crise (inutiles et peut-être même néfastes) – **démarches keynésienne et monétariste**. Keynes explique l'impossibilité pour le marché de revenir tout seul au plein emploi.

A Le choc de la guerre et les difficultés du retour à la prospérité

Les années 20 paraissent rétrospectivement comme des années de prospérité, mais il ne faut pas négliger les marques de la guerre, avec des impacts divers suivant les pays (d'où les malentendus entre les grands pays industrialisés). Base 100 en 1913 pour PIB : 113 US, 66 FR.

Les transformations engendrées par la guerre (suspension des fonctionnements libéraux du marché, avec dirigisme dans l'encadrement de la production, dans le contrôle du commerce, dans le contrôle de la MO). **L'État a tenté d'institutionnaliser un début de concertation sociale**. Les sacrifices de

guerre ont incité les États à satisfaire des revendications pour limiter les conflits sociaux (8h, conventions collectives peu contraignantes).

Allg : reconnaissance officielle des syndicats en 1916, accords entre syndicats patronaux et ouvriers (accord Stinnes-Liegen) sur la *Zentralarbeitsgemeinschaft (ZAG)* en 1919. Les syndicats sont reconnus comme interlocuteurs officiels du patronat, pour négocier les conventions collectives ; journée de 8h. *Reichverfassung* : **institution d'un Sozialstaat** (droit au travail, obligation de secours à tout citoyen privé d'emploi). Mais la **politique d'austérité** entreprise à partir de 1923 pour mettre fin à l'inflation a rogné les marges de l'État social, et le **patronat est revenu sur ses concessions** (refus dans la Ruhr de certains arbitrages d'État sur les salaires en 1928, avec lockdown d'un mois et arbitrage plus faible). D'où une série de conflits sociaux et un profond **discrédit de la République de Weimar**, incapable de satisfaire ses promesses. Le patronat est convaincu que la liberté d'entreprendre nécessite la fin de la république appuyée sur la ZAG. Le peuple est aussi moins confiant dans Weimar et prêt plus facilement à accepter le régime nazi.

GB : opposition en 1926 entre Baldwin et mouvement syndical. Échec syndical.

La sortie de crise en 1921 ne met pas un terme aux perturbations des économies. Perturbations monétaires.

La crise de 1919-21 semble avoir son origine aux US. La démobilisation met un terme à l'industrie de guerre, mais la demande des pays européens repart à ce moment (12G\$ prêtés, soit l'équivalent de l'aide Marshall). Mais chute de la demande et des prix au second semestre 1920, notamment dans le domaine agricole (amputation du revenu de moitié), et le marasme agricole se propage à toute l'économie car les agriculteurs sont nombreux encore. **La crise américaine se répercute ensuite en Europe.**

Cette crise met en évidence la **place majeure des US dans l'économie mondiale**. Plus généralement, **les difficultés que connaissent les économies libérales tout au long de l'après-guerre sont liées au refus des US de prendre en charge leur place dans l'économie**, et au refus français notamment de reconnaître cette nouvelle donnée économique. Les US, avec 40% de la production mondiale, sont désormais le créancier de la planète (ce qu'ils ne sont pas avant). Ils absorbent à eux seuls 40% des exportations des 15 États les plus engagés dans le commerce mondial. On comprend alors la dépendance des économies européennes aux US.

La reprise de l'activité en 1921 ne permet pas un retour à une situation vraiment normale, en raison de **l'endettement massif des pays européens depuis la guerre** (budget FR 1914-1919 : 9MM F à 54MM F, dépenses de guerre couvertes à 16% par l'impôt en FR, 50% bons du Trésor, 21% emprunts, 12,5% monnaie ; 30% par l'impôt en GB). **Les alliés ont maintenu pendant la guerre la solidarité monétaire**, qui a permis à la France de continuer à s'approvisionner à la parité de 1914. La levée de ce dispositif révèle **la dépréciation considérable du franc** depuis 1913. A ces dépenses de guerre s'ajoute le **coût de la reconstruction**. Les États belligérants sont alors confrontés à l'inflation (prix x6 pendant la guerre en FR) à cause de l'augmentation de la masse monétaire et de la spirale inflationniste. **L'inflation altère aussi la rentabilité des investissements financiers et favorise la fuite des capitaux** et la spéculation à la baisse, d'où un affaiblissement de la monnaie. Les États débiteurs profitent de cette dépréciation.

La **dépréciation de la monnaie peut favoriser les exportations** (\triangle à condition que le pays soit tourné vers l'exportation, ce qui n'est pas le cas de la France, et que les mesures de rétorsion – US – ne suppriment pas l'avantage des changes), mais renchérit le coût des importations, notamment de matières premières.

L'inflation met fin à l'intérêt des placements « de bon père de famille » (placements d'État à taux fixe, autrefois rassurants). **Le crédit, le salaire, l'enrichissement soudain concurrencent l'enrichissement traditionnel par l'épargne graduelle**. Un signe du malaise de la société est la dénonciation des nouveaux riches (enrichis par la guerre).

Illusion de retour à la normale par retour à la parité-or et par fin des déficits. Certaines dépenses étaient incompressibles et les conséquences de la réévaluation britannique furent désastreuses pour l'économie. L'une des conditions était bien le retour à la stabilité monétaire pour faciliter les échanges commerciaux. **La conférence de Gênes de 1922 met en place l'étalon de change-or** : système de changes fixes avec le dollar et la livre convertibles en or. Incite les États à assainir leur situation monétaire en réduisant les déficits. Or **la France veut lier les dettes de guerre aux réparations allemandes**, et fait pression en ce sens sur l'Allemagne, **mais les Anglo-saxons sont plus soucieux du redressement de l'Allemagne démocratique** (3x le revenu national allemand de 1913 # indemnité de 1870 = $\frac{1}{4}$ du revenu national français 1870). **La situation économique des années 1920 résulte en grande partie du sort imposé à l'Allemagne pour des raisons politiques**. De plus, la France refuse tout paiement en nature (sous la pression du Comité des Forges qui veut éviter une augmentation de la production allemande). On a aussi empêché l'Allemagne de puiser dans ses revenus de commerce (abaissement des barrières douanières). **On a donc obligé l'Allemagne à s'endetter, jusqu'à l'inflation de 1923, avec une dépendance extrême de l'économie allemande aux capitaux américains** (canal de

transmission de la crise en 1929). En 1921, les réparations absorbent 80% du revenu de l'État. Le gouvernement allemand s'est obstiné à maintenir très bas les taux, ce qui a entraîné une **forte inflation** (possiblement voulue politiquement pour diminuer la charge de la dette envers les entreprises et pour montrer l'impossibilité de payer les réparations, elles libellées en or). **L'occupation de la Ruhr et le paiement des travailleurs de la Ruhr par l'État conduisent à l'hyperinflation** et à la disparition de la monnaie. Le Dr Schacht introduit le Rentenmark (= 1000MM de RM), gagé sur les richesses économiques de la Nation et soutenu par les US. Le **Plan Dawes** réaménage les paiements, fournit un prêt américain et limite pendant cinq ans les paiements aux capacités de l'économie allemande. Young est agent général pour surveiller le paiement de la dette. En échange de cet abandon de souveraineté, l'Allemagne obtient l'évacuation de la Ruhr et un prêt américain. Le Rentenmark est remplacé par le Reichsmark en 1924, avec le retour (symbolique) à la parité-or de 1914.

Le monde libéral s'est trouvé fragilisé par ces problèmes monétaires. En Allemagne, l'hyperinflation a des effets sociaux désastreux, notamment sur les personnes à revenus fixes (rentiers, retraités). Le chômage explose. La République de Weimar est associée à une conjoncture déprimante (la production industrielle ne dépasse jamais le niveau de 1913) : stagnation marquée de crises. Ceci entretient une **nostalgie d'un âge d'or impérial**. Il n'y a **aucune marge économique permettant de réaliser des compromis sociaux** par répartition des fruits de la croissance. La crise de 1923 a contribué à la **désaffectation de larges parts des classes moyennes** envers la République.

La **dépendance de l'Allemagne aux capitaux américains** est accrue (1923-1929 : 23MM Marks-or). Ces capitaux permettent à l'Allemagne de verser les réparations, étalées jusqu'en 1988 par la plan Young, suspendues avec le moratoire Hoover et enfin supprimées avec la conférence de Lausanne en 1932. Rétrospectivement, il apparaît évident qu'**il n'était pas possible de redresser les économies occidentales en affaiblissant à ce point l'Allemagne. L'Allemagne, liée aux capitaux américains, est extrêmement sensible au retrait des capitaux américains, et par là fragilise toute l'économie européenne**, avec un résultat limité (22,5MM de franc-or payés sur 132MM, dont 11MM à la France, soit une bonne partie des 29MM de la reconstruction). Ce problème est toujours lié aux dettes de guerre envers les Etats-Unis (10MM, dont 4MM pour la France). **Les USA refusent de lier le remboursement de cette dette aux réparations allemandes**, au motif que ce ne sont que des dettes commerciales. Les républicains au pouvoir dans les années 20 ont de plus limité les exportations européennes (tarifs Fordney-McCumber, Hawley-Smoot) qui auraient permis le paiement. Aménagements : accords Mellon-Baldwin et Mellon-Béranger (diminution de 23% pour la GB, de moitié pour la France), mais jamais de lien officiel aux réparations. **La position de la France alimente le mouvement isolationniste** : Herriot est renversé en 1932 quand il propose d'honorer la dette, et

les Français cessent tout paiement. **Ces tensions, cette absence de coopération internationale, freinent le processus de mondialisation. La reprise des échanges est bien réelle mais limitée au regard du développement de la production de masse**, alors même que la multiplication des frontières a fait passer dans les échanges internationaux de nombreux échanges autrefois intérieurs. **Le nationalisme économique, qui explique ensuite l'incapacité à sortir durablement de la crise, trouve son origine dans les politiques mises en œuvre dans les années 20.**

Les réparations entretiennent de plus en France l'illusion d'un retour à la normale. Illusion que les versements permettraient de supprimer le déficit, de revenir à la parité-or et de restaurer une Belle Époque mythifiée. **Les gouvernements sont alors incapables d'affronter l'avenir avec des idées neuves, d'actualiser leur programme économique.** Il y a là une des raisons majeures de la crise du régime parlementaire. Poincaré était l'un des rares dirigeants à avoir une culture économique suffisante : il parvient à stabiliser le franc, à restaurer la confiance des milieux financiers et à assurer le remboursement des obligations avec la caisse des amortissements. **Mais attention la stabilisation n'est pas une revalorisation** (fixation à 1/5). **Il n'y a pas de miracle Poincaré** : la croissance économique et la diminution du poids de la reconstruction facilitent la tenue du budget. De plus, **le mythe de Poincaré sauveur du franc a interdit toute dévaluation du franc, enlisant ainsi la France dans la dépression.** La réussite de la droite libérale française se retourne contre elle.

La déflation britannique des années 20, sous la conduite de Churchill, résulte d'un calcul économique « rationnel » en faveur de la finance : la balance des paiements excédentaire permettait à la GB d'équilibrer sa balance commerciale déficitaire. Il s'agissait donc de revenir à la parité d'avant-guerre pour éviter de perdre les capitaux face au dollar. La déflation permet certes de relancer la finance, mais au prix d'une chute de l'investissement qui a fortement pénalisé les industries nécessitant des capitaux, et **au prix d'un déficit commercial et donc d'un chômage accru.** Le seul pays parvenu à restaurer l'équilibre financier d'avant-guerre est alors celui avec la plus faible croissance.

Les représentations acquises au cours des années 20 interdisent alors lors de la crise tout recours à l'inflation, même au cœur de la déflation. Le chômage n'est pas le résultat de la seule crise des années 30 : si la France et les Etats-Unis connaissent bien une situation de plein-emploi (notamment en France à cause de la saignée de la MO), d'autres pays, notamment l'Allemagne et la GB, connaissent du chômage industriel (autour de 10%).

B La crise des années 30 : une crise structurelle du capitalisme ?

Le secteur agricole reste constamment à l'écart de la prospérité. Les prix baissent dès avant 1929, après la flambée de la pénurie de guerre. Les agriculteurs, face à une faible demande, n'ont pas diminué la production mais attendu la remontée des prix, voire même se sont endettés pour investir dans la mécanisation (Grenadou, crédits massifs aux US et dans les pays neufs). **Le protectionnisme et les subventions (notamment aux US) encouragent de plus l'augmentation de la production (Brésil : stock de café ; les prix s'effondrent lorsque la crise financière oblige à mettre fin à ce programme et à brûler le café stocké dans les locomotives).**

Même aux US, l'agriculture emploie ¼ de la population active. **Les répercussions de la crise agricole sont multiples.** US : faillite d'entreprises agricoles fragilisent les banques en 1930-31. Avec la crise et l'accélération de la chute des cours, la valeur des exportations des pays neufs s'effondrent (-80% Chili, -60% Brésil-Pologne, -50% Australie). Chute brutale du revenu de ces pays, difficultés à faire face aux échéances. **Tous les pays d'Amérique latine sont en cessation de paiement dès le début des années 30. Le crédit international ne se redresse pas avant la guerre.** Les pays plus industrialisés ne bénéficient pas de cette baisse de prix des matières premières à cause du poids de la population active, dont le revenu et donc la consommation s'effondrent. La crise économique est plus profonde là où la crise agricole est plus forte. **La crise agricole est donc largement une cause de la crise économique.**

Un autre problème structurel est celui de la **surproduction industrielle**, notamment dans la production de masse. Ces industries sont confrontées à une forte accélération de la demande : ils sont donc engagés dans un accroissement rapide de la production (de 100k à 4M de postes de radio produits dans les années 20), donc **particulièrement sensibles aux retournements de conjonctures. Les biens de consommation durable sont particulièrement touchés (-50% de demande), notamment l'automobile (-70%), à cause de la dépendance au crédit.** Les ménages américains touchés par la crise ont continué à épargner pour rembourser leurs crédits, ce qui a amplifié la chute de la consommation et la crise. Il y avait donc un **problème de sous-consommation structurelle. Les salaires ont moins augmenté dans les années 20 que la productivité dans l'industrie. Théorie de la régulation : accumulation intensive du capital bute sur la faible augmentation des salaires** (due à la faiblesse des syndicats et à la faible redistribution des revenus). Même l'augmentation des salaires chez Ford ne visait pas à accroître la demande mais à limiter le turn-over. Keynes : répartition salaires-profits reste constante à $\frac{2}{3} - \frac{1}{3}$. La productivité croît plus vite que les salaires dans les secteurs à forte intensité capitaliste.

Le krach de Wall Street, s'il a bien une responsabilité dans le déclenchement de la crise, n'est pas seul en cause. Le krach lui-même est lié à une **augmentation exagérée de la valeur des actions par rapport aux dividendes et à la production** (actions +300%, production +50% 1921-1929). Annonce de la faillite du groupe Hatry => retournement de la confiance, le 3 octobre puis le 24 (jeudi noir – 13M de ventes) et le 29 (mardi noir – 16M de ventes). L'épargne des ménages américains est fortement tournée vers l'achat d'actions, non pour leurs dividendes, mais pour la plus-value espérée, d'où l'ampleur de l'effondrement. Les banques groupées autour de la banque Morgan ont tenté d'enrayer la chute des cours en achetant les actions. **Le système bancaire n'avait pas beaucoup de réserves et le crédit était faiblement encadré : d'où un effondrement du nombre de banques** (de 27k à 12k) à cause de la cessation de paiement de nombreux clients.

Thèse monétariste : la diminution du nombre de banques diminue la quantité de monnaie disponible (-1/3 de 1929 à 1933), au point de la rendre inférieure aux besoins des acteurs économiques, ce qui conduit à une chute de la production. La hausse des taux d'intérêts avant la crise était insuffisante pour freiner la spéculation, et la baisse des taux après 1929 a été inopérante (manque de confiance) et même nuisible (recul du revenu des banques). Contestation : le Canada subit une même chute de la quantité de monnaie mais son système bancaire plus centralisé résiste mieux.

Reconstruction Finance Corporation : aides aux banques par des prêts, mais la publication des banques concernées conduit à des retraits massifs des dépôts...

La chute du crédit conduit à une entrée dans une spirale déflationniste. Non-renouvellement de l'équipement productif.

C La crise de la première mondialisation

Dès 1930, la crise est une crise internationale qui touche particulièrement les pays dépendant du marché américain : exportateurs de matière première, GB, Allg. Ce n'est pas encore une crise de la mondialisation : le recul du commerce mondial n'est pas la crise du système d'échange. **À partir de 1931 émergent les problèmes des monnaies internationales et un protectionnisme nouveau (non plus seulement protecteur d'un secteur fragile, mais opposé à la mondialisation).** La convertibilité-or des monnaies est attaquée par la chute des réserves-or des banques centrales à cause des prêts de soutien aux banques.

Alors qu'une timide reprise apparaît au début des années 1930, **l'année 1931 est marquée par une crise monétaire et financière.**

- **Autriche : mai 1931, quasi-faillite de la Kredit-Anstalt de Vienne** (banque majeure de l'Autriche) sauvée par la banque centrale, ce qui conduit à une fuite des capitaux et impose un contrôle des changes.
- **Allemagne : retrait des capitaux américains**, faillite de nombreuses banques, contrôle des changes et gestion administrée des paiements nationaux.
- **GB : crise de la livre**, les pays du bloc-or demandent la conversion de leurs avoirs en or, MacDonald forme un cabinet d'union nationale et dévalue la livre (dévaluation suivie par une trentaine de pays jusqu'en 1932 : pays liés au marché britannique).
- Seuls le dollar et les monnaies du bloc-or ne sont pas dévalués. L'afflux de capitaux dans ces pays-refuges ne fait pas leur richesse, car les banques centrales n'augmentent pas la quantité de monnaie en circulation mais accroissent leurs réserves en or : effet déflationniste sur l'économie mondiale.

L'étalon de change-or résiste mal aux tensions politiques : les banques centrales rechignent à posséder du franc, la France est incapable d'imposer une coopération internationale. Celle-ci recule donc, contrairement aux années 20 (1930 : BRI). **La désintégration du système monétaire international s'achève avec la dévaluation du dollar** (janvier 1934 : 40%). Celle-ci ne résulte ni d'un affaiblissement des banques à cause des faillites allemandes, ni d'une crise spéculative, mais d'une **décision politique réfléchie**. Roosevelt privilégie une stratégie nouvelle de sortie de crise. Les pays du bloc-or n'ont pas tenu malgré des politiques de restriction budgétaires : la lire italienne est dévaluée en 1934, le franc belge en 1935, le franc, le franc suisse & le florin en 1936. Le maintien d'une monnaie forte est due à la pression des rentiers et épargnants et à la volonté politique de maintenir des parités stables avec leurs partenaires commerciaux. Le FP dévalue à cause de la reprise de l'inflation (lois sociales d'augmentation des salaires) et de la fuite des capitaux, contraint et forcé. La coopération internationale devient plus efficace dans la fin des années 30 grâce à des fonds de stabilisation qui diminuent la volatilité du marché des changes.

Cf. Asselain sur le déroulement français de la crise.

Pays neufs : retrait des capitaux américains + chute des prix de gros. Oblige à une dévaluation de la monnaie. Le repli protectionniste des États-Unis (juin 30) aggrave le problème : chute des importations américaines de 70% en volume en quatre mois. Les US disposaient pourtant à l'époque, seuls en ce cas, d'une balance des paiements excédentaires. **Ils refusent d'être le seul pays capable de relancer la demande mondiale, et obligent ainsi les autres pays, même la GB, à revenir au protectionnisme. Les métropoles se replient sur leur empire** : Commonwealth 1932. L'Allemagne se replie sur les partenaires d'Europe centrale, avec contrôle étatique des échanges : 5% des

importations en 1932, 19% en 1939. Ces partenaires deviennent dépendants de l'Allemagne : Hongrie, 55% des exportations vers l'Allemagne en 1937.

Les US, sous le conseil de Cordell Hull, finissent par assouplir leurs pratiques commerciales (22 accords 1934-1940), **surtout avec les pays d'Amérique latine** (pour limiter la pénétration allemande).

L'influence du protectionnisme sur la récession est variable : aux US, la baisse du PIB associée au protectionnisme est estimée à 2% (fort marché intérieur). Les pays européens, dépendants de leurs exportations, en souffrent bien plus. Le Brésil, au contraire, a pu se reconstruire en finançant un Conseil national du café avec les droits de douane (pour soutenir les cours => retour du PIB au niveau de 1929 en 1939).

Le protectionnisme s'applique aussi pour défendre les travailleurs. US, FR : restriction contre les travailleurs étrangers. Allg, It : volonté d'extension pour absorber la forte population + pour limiter la dépendance aux importations de matières premières. Cela n'est souvent qu'un prétexte pour justifier une politique expansionniste, comme pour la Mandchourie et le Japon.

D Les politiques de réponse à la crise

Milieus de réaménagement du libéralisme (« néo-libéralisme »), **avec intervention plus importante de l'État** (X-Crise, Deboeuf, Mercier, Marjolin, Rueff, Aron, Hayek, Lippmann).

Keynes n'a pas tout inventé. Certains économistes avant lui ont déjà montré l'**insuffisance de la demande et ont plaidé en faveur d'une politique de soutien de la demande par le crédit, les grands travaux, l'impôt redistributif**. Keynes théorise tout ça dans la TG. Il est lu notamment par George Boris, conseiller de PMF. Mais en 1937 encore, Blum n'avait connaissance de la TG que par une fiche de synthèse. NB : Keynes n'est pas un travailliste mais un libéral. **Le keynésianisme peut donc être compris comme un néo-libéralisme : il s'agit de trouver une solution au problème du chômage de masse sans attaquer la liberté et le rendement.** Keynes propose de ne pas agir sur les conditions de l'offre (qui en réalité s'adapte à la faible demande) mais sur la demande globale (consommation et investissement). Dans l'esprit de Keynes, cela ne se ferait pas par l'augmentation des revenus (incapacité de l'État à l'époque : c'est après WW2 que les mécanismes de redistribution du revenu entrent en jeu), mais plutôt par des dépenses publiques, un soutien du crédit, une taxation de l'épargne stérile, un renversement des anticipations déflationnistes.

US

Le New Deal : n'est pas un ensemble cohérent et théorisé, mais un ensemble parfois contradictoire de mesures pragmatiques (d'ailleurs en continuité avec certaines actions de Hoover).

- **La politique financière** : expansion rapide de la masse monétaire entre 1933 et 1937, ce qui permet une diminution des taux d'intérêts, un accroissement de la demande et une légère reprise de l'inflation. La dépréciation est d'autant plus efficace que la reprise a pu s'appuyer sur le fort marché intérieur (idem GB avec le Commonwealth).
- **Recapitalisation massive des banques en difficulté** à partir de 1933. **Glass Stengal Act** : séparation entre banques de dépôts et banques d'affaires.
- **Peu de hausse des dépenses** : toutes les fractions politiques étaient opposées à l'accroissement du déficit (toute dépense compensée par une nouvelle recette). Seuls les US accroissent le déficit (5%) en 1935, et la fin de ce déficit en 1937 relance la crise.

La crise conduit aux US à une redéfinition de la liberté (**National Catholic Welfare Conference 1935** : justice sociale impose intervention de l'État pour garantir emploi et niveau de vie décent). **Essor sans précédent du syndicalisme** (CIO : recrute les travailleurs de la production de masse, ignorés par l'AFL). Droits des travailleurs à la négociation collective.

La liberté économique supposerait une redistribution des revenus permettant à tous les Américains d'accéder à la consommation de masse. Insistance de la CIO sur la consommation : accord de 1935 à GM sur indexation du salaire à un standard de niveau de vie. Le CIO prône un vaste programme d'assurance sociale et de logements sociaux, à rebours de l'AFL. **L'État-Providence naît aux US de cette réflexion de crise.**

En politique, **succès des mouvements populistes** : Dr. Townsend, proposition d'un revenu de 200\$/mois aux personnes âgées pour redistribuer le travail ; prêtre Coughlin, sermons radiodiffusés contre communisme ; gouverneur de Louisiane Huey P. Long, mouvement *Share our Wealth* (8M de membres en 1935), assassiné en décembre 1935.

1935 : « Second New Deal » (1933 : *National Industrial Recovery Act*, qui comprenait négociations collectives pour réduire durée du travail jusqu'à 35h, grilles de salaires, liberté syndicale, droit de grève). NIRA annulé par SCOTUS en 1935, donc *National Labour Relation Act* (loi Wagner). **Émergence d'un État-providence : s'appuie sur les ressources de l'État fédéral et instaure une sécurité sociale minimale** (deux vitesses, protection ciblée). 1933 : **programme de grands travaux** dans la vallée du Tennessee. *Civil Work Administration* (CWA) : finance de grands chantiers avec des fonds fédéraux pour employer des chômeurs durant l'hiver 1933 (faire plus que les petits boulots de Hoover : donner de vrais emplois pour relancer la consommation => 4M de chômeurs, 400k km de routes, 40k écoles).

À cause de l'opposition conservatrice, Roosevelt a dû dissoudre la CWA => FFRA, qui reverse une indemnité de moitié => émeutes à Minneapolis. AAA pour soutenir l'agriculture.

Persistance du chômage : 1935 Work Progress Administration (jusqu'en 1951). 8M d'employés (20% de la population active de l'époque). Projets précis et rémunérés à 50\$/semaine (50% du privé).

Roosevelt tente d'établir une sécurité sociale : allocation sociale gérée par les États pour indemniser ceux qui ne peuvent pas travailler ; régime de retraite fédéral, financé par les employeurs et les salariés. Les Noirs en sont exclus sous la pression des États du Sud. Rien n'est prévu pour l'assurance maladie, à cause de l'opposition du corps médical. **Les noirs, nombre de femmes domestiques, de travailleurs agricoles sont exclus du système. La version américaine du *Welfare State* est donc plus décentralisée qu'en Europe**, même si elle est en rupture avec le rôle traditionnellement attribué à l'État fédéral. Roosevelt a ainsi accru la fiscalité des riches.

Après la rechute de 1937, Roosevelt prend des mesures pour relancer la consommation : aide au logement, deuxième AAA (premier avait été invalidé par SCOTUS), *Fair Labour Standard Act* (salaire horaire minimum 40c, 40h, heures sup payés à 150%, interdiction d'emploi des moins de 16 ans dans les entreprises faisant du commerce entre États). L'État fédéral assume une responsabilité sociale qu'il gardera par la suite. Alliance entre le parti démocrate, les syndicats et le gouvernement fédéral.

Roosevelt abandonne le nom de « *progressist* » et prend celui de « *liberal* » pour désarmer les critiques, alternative entre libéralisme sauvage et communisme. Mais la part des dépenses sociales reste à 5% du PIB, comme les nations européennes : les US ne font que rattraper leur retard dans ce domaine (1929 : 0,36%). **Roosevelt est limité dans son action par l'opposition des démocrates du Sud, qui ne veulent pas voir le statu quo racial renversé.**

FR

Les allocations sont laissées aux municipalités, d'où des grandes inégalités dans leur répartition. L'accord Matignon établit un système plus efficace. La politique du FP s'inspire plus du New Deal que du programme de la SFIO ou de Keynes.

GB

Système d'allocation : la dole. Allocation proportionnelle au nombre d'enfants, mise en place depuis le début des années 20. Renforcement de la dole dans la crise. 1934 : *Special Areas Act* (quatre régions privilégiées, avec embryon de politique d'aménagement du territoire, mais les résultats ne

viennent qu'après la guerre). Système de rotation OXO (25% des travailleurs en 1934) entre chômage et travail.

Effet faible des mesures sur le chômage : aux US, retour en 1943 (effort de guerre intense) au niveau de 1929. **Les pays européens connaissent un fort taux de chômage avant la guerre** (la France n'est pas seule). Les rares réussites (Allemagne) sont dues à un effort d'armement massif, avec un travail presque forcé (interdiction de la grève, fin des conventions collectives, femmes incitées au KKK) incompatible avec le fonctionnement normal d'une économie de marché. Les entreprises sont incitées à s'entendre pour relever les prix tout en gelant les salaires. Contrairement au mythe de la Volkswagen et autres, la consommation régresse (64=>57% PIB).

Apparition d'un chômage d'un type nouveau : le chômage était une condition brève inscrite dans la condition ouvrière. Dans les années 30, le chômage acquiert un caractère de masse (structurel).

E L'intervention de l'État dans l'économie

GB : à cause des problèmes anciens des charbonnages, a déjà expérimenté une politique industrielle (contrôler les prix, recapitaliser certaines entreprises). **1932 : *Coal Mines Act*** (réduction de la durée de travail à 7h30/j dans les mines, encouragement aux fusions pour accroître la production). **1932 : *British Iron and Steel Federation*** (200 entreprises : rationaliser la production sidérurgique).

US : NIRA en 1933 (suspension des lois antitrust aurait permis la forte expansion des années 20, donc encouragement à des codes de juste concurrence avec fixation de prix minima et de quotas de production, sous l'égide de la *National Recovery Administration*. Objectif : restauration des marges des entreprises). Les républicains s'opposent à ces mesures au nom de la liberté économique (*American Liberty League*), accusent Roosevelt de communisme. Les conservateurs ont d'abord l'appui de SCOTUS (**invalidation du NIRA en 1935** car la loi incombait au Congrès et ne pouvait s'appliquer au commerce entre les États : ces deux motifs de séparation des pouvoirs et de fédéralisme restent les motifs fréquents d'opposition de la SCOTUS), qui se renverse ensuite et légalise l'interventionnisme de l'État (cf. cours Anglais sur SCOTUS).

FR : intervention directe dans l'agriculture pour redresser les cours. Inciter les viticulteurs à réduire la production (prime à l'arrachage, AOC) pour produire mieux. ONIB (monopole des importations et exportations : la surproduction condamne le marchand de grain). Les milieux agrariens dénoncent cette étatisation et prônent le corporatisme (mis en place sous Vichy mais vidé de sa réalité par les conditions).

Régimes totalitaires : économies d'autarcie, sortie de l'économie de marché.

Allg : réarmement à outrance (masqué), construction d'autoroutes (programme établi depuis Weimar, réapproprié par les nazis et supervisé par Fritz Todt, qui contrôlera ensuite le programme de travail forcé jusqu'en 1943). Faible impact de ce programme sur l'emploi (max. 250 k employés, pénurie de MO à cause des mauvaises conditions et des bas salaires).

II Les Trente Glorieuses

Jean Fourastié : **période de croissance exceptionnelle, avec embourgeoisement tranquille** (« la révolution invisible »). Cette formule n'est pas neutre : elle vise à diffuser dans l'opinion toute une **idéologie de la croissance et de la productivité**. Fourastié travaille après la guerre dans la sous-commission du Plan « Productivité de la MO ». Promoteur du genre nouveau de l'essai économique grand public (*Que sais-je ?* sur la productivité 1952) : pensée économique vulgarisée adressée à de nombreux étudiants destinés aux fonctions dirigeantes. L'essai de 1979 est donc un **récit rétrospectif qui renvoie dos-à-dos l'immobilisme de la IIIe et le passéisme de Vichy, en cachant les continuités de carrière**. Les auteurs proches de Fourastié ont ainsi inventé **un passé immobile, des campagnes figées à ouvrir au progrès, une France en retard sur les US**.

Distinction deux périodes :

- **1946-mi-1950s** (reconstruction, maintien d'une grande pauvreté)
- **1950s-1960s** (adieu à la France rurale, catholique et impériale).

A Une croissance forte et durable

1950-1973 : taux de croissance moyen OCDE 5% : croissance inégalée en longue période.

3 phases distinctes :

- **Reconstruction 1946-1950s** : croissance instable liée aux conditions de la reconstruction, rôle moteur des capitaux américains.
- **1950s-1960s** : croissance forte reposant sur les propres forces des économies, soutenue par le marché intérieur et l'exportation.
- **Fin 1960s** : diminution des performances. Ralentissement de la croissance en US, GB, Allg. Exceptions FR et Japon. Forte inflation.

Courtes récessions localisées : 1954 (US -2%), 1958. On ne parle plus de crise économique mais seulement de récessions. **Facteurs d'atténuation des fluctuations économiques** : **régulation keynésienne, Bretton Woods, action des BC.**

Changements structurels majeurs :

- **Agriculture** : elle freinait la croissance avant les 1950s, mais les **révolutions agricoles** (produits phytosanitaires, sélection des semences, mécanisation, concentration des exploitations) permettent une **explosion de la productivité à l'hectare** (de 15 à 50 quintaux) et par personne (5,6%/an : à la fois productivité de la terre & diminution de la population active agricole : 10% de la population active en Europe en 1970)
- **Secteur tertiaire** : 27% de la population active avant-guerre, 43% en 1960. Emplois plus stables que les autres secteurs.
- **Croissance des revenus de transferts** (État-providence) : 4-5% 1938 => 15% 1970.

Facteurs de l'accélération économique :

- **Croissance démographique** : à relativiser. La **population active n'augmente pas sensiblement, à cause d'un recul du taux d'activité** malgré l'arrivée des femmes. Fr : 19M actifs 1954, 20M 1968, 21,7M 1975. Taux d'activité : 88% h/50% f jusqu'aux 1960s, rapprochement ensuite (80%/60%). US : 38%f 1950 => 71% 1995. La FR est en avance sur la moyenne européenne. Cette faible augmentation s'explique par l'**allongement de la scolarité et les retraites. L'appel à l'immigration tend alors à devenir un phénomène général.** La part du facteur travail dans la croissance est faible, c'est surtout l'**accroissement de la qualification** qui est important.
- **L'investissement** reste le principal moteur de la croissance (%I = 7%/an), avec passage d'un mode de croissance extensif (accroissement de la population active et du capital disponible), avec un mode de régulation concurrentiel, à un **mode de croissance intensif** (productivité, consommation de masse), avec un **mode de régulation monopolistique** (innovation, productivité, grandes firmes, publicité) où les prix diminuent en importance.

Internationalisation de l'économie :

- Le commerce international progresse plus vite que la production. L'effet de cette internationalisation est visible dans le décalage de croissance entre la GB et la CEE (l'Italie dépasse la GB en PIB/hbt dans les années 1970). L'ouverture de l'économie française double.

- **Les US assument leur rôle de leader de l'économie mondiale** : le problème américain n'est plus de se prémunir contre de fortes importations, mais de trouver des débouchés. Les USA acceptent donc dès 1942 de remettre le remboursement du prêt-bail et effacent en 1945 toute la dette britannique (14MM\$) contre l'abandon du protectionnisme britannique.
- GATT, futur OMC. Vise à la **diminution des droits de douane**. Réduction de 35% des droits de douanes sur les produits industriels après le *Kennedy Round* dans les années 1960. Le GATT fonde aussi un principe de non-discrimination (généralisation à tous les membres de la clause de la nation la plus favorisée), même si cela n'empêche pas la constitution de zones de libre-échange comme la CEE. Suppression des contingentements. Abandon du dumping et des cartels internationaux.

US dans la reconstruction :

- **Aide financière massive apportée à l'Europe** (taux de couverture des importations en 1945 : 38% ALLG, 56% FR – et seulement 2% vis-à-vis des US), pour résoudre le problème du *dollar gap*. Les US sont devenus plus dépendants de leur commerce extérieur. Les motifs politiques (télégramme Kennan) se surajoutent (**la lutte contre l'URSS est alors économique**). L'UNRRA, financée par les US, fournit une aide de 5MM\$ et disparaît en 1946. L'aide économique américaine est **payée par des accords de commerce** (ex. Blum-Byrnes).
- **Aide Marshall : système permettant de contourner le *dollar gap*** (financer les importations sans recourir au marché des changes), conçu par Marjolin. Les US fournissent chaque année des \$ aux BC qui les échangent aux entreprises contre de la monnaie nationale, celles-ci peuvent alors faire leurs achats en dollars. Le Trésor en profite aussi (43% de l'aide en FR pour des entreprises nationalisées). Le plan Marshall (12,5MM\$) reste inférieur au prêt-bail, mais son intérêt se trouve surtout dans les dons. Total de toutes les aides versées : 70MM\$ (=PIB US 1939), dont 35MM\$ en nature.

Reconstruction du système monétaire mondial :

- **Bretton-Woods 1944**. Contre Keynes, l'étalon-or est rétabli avec un GES établi sur la convertibilité-or du \$ (3/4 des stocks d'or sont américains). La convertibilité est quand même restreinte (possible uniquement hors du territoire national, auprès des établissements d'émission). La GB tente de réévaluer la £ en 1947 mais c'est un échec. **Le dollar est la seule monnaie pivot**, à 35\$ l'once.
- Le **FMI est constitué, avec participation des États en fonction de leur quote-part**. Les USA disposent avec 23% du FMI d'une minorité de blocage. Une fourchette des changes est établie autour d'un cours pivot. Les États peuvent obtenir une aide de 125% de leur

quote-part, en échangeant leur monnaie en dégradation contre de la bonne (droit de tirage), uniquement pour des opérations financières destinées à rétablir la situation. Les plans d'investissement sont, eux, financés par la BIRD. Les dévaluations sont possibles à hauteur de 10%.

- **Stabilité met longtemps à se produire** : convertibilité-or de la livre seulement en 1955. Le franc est constamment dévalué, la France est même sanctionnée pour cela.
- Union européenne des paiements
- **Dysfonctionnement** : masse des créances en dollar détenues par des non-résidents explose au point de dépasser l'encaisse-or. La balance des paiements américaine est en effet devenue très déficitaire après les années 1950, notamment à cause des forts investissements extérieurs américains et des réserves de transaction des banques. Le dollar aurait dû être dévalué, mais cela aurait fait s'effondrer le système. Les US ont donc pu financer leur déficit par émission de monnaie, sans problème pour leur monnaie car sa demande est trop forte. Mais cette surévaluation conduit à des mouvements spéculatifs de couverture contre une baisse du dollar. De Gaulle demande à la BDF de convertir ses dollars en or (la France détient alors 15-20% du stock d'or mondial). **La convertibilité externe du dollar est suspendue en 1968. En 1971, c'est la balance commerciale des USA qui devient déficitaire. La relance des mouvements spéculatifs conduit Nixon à suspendre la convertibilité-or. Le choc pétrolier achève le système de Bretton-Woods : les USA admettent que la surévaluation du dollar handicape leur compétitivité.** Le change du dollar devient flottant, ce qui dérange moins les US que les pays européens (fort marché intérieur, plus faible ouverture internationale que les pays européens qui veulent neutraliser les fluctuations de change pour le marché européen).

Internationalisation des firmes, avec domination américaine (dans les 10 plus grandes FTN, 7 sont US : GM, Ford, compagnies pétrolières). Mais ça n'est pas encore une mondialisation (URSS et pays en voie de développement en retrait). **La part des pays occidentaux dans le commerce mondial augmente** (53% 1950, 72% 1973), au contraire de celle des PVD (31% => 18%), malgré une augmentation absolue. La part des US décroît (38% => 15%), celle du Japon explose (1,5% => 6,5%).

Migrations internationales : **intensification des flux migratoires à destination des pays développés.**

B Des performances inégales

- **La puissance américaine**

1951 : production retrouve son niveau de 1944, même si **pas de crise de reconversion.**

Roosevelt : *Employment Act* 1946. Plein-emploi comme objectif majeur de la politique économique. Abandon de la garantie des salaires conduit à un mouvement de grèves. La majorité républicaine du Sénat réplique en restreignant le droit de grève et les pouvoirs syndicaux (monopole de l'embauche).

Le plan Marshall et l'accroissement des dépenses militaires à partir de la guerre de Corée soutiennent la croissance, mais celle-ci est inégale et moins soutenue qu'en Europe.

La politique économique devient résolument keynésienne avec Kennedy et Johnson. Résultats d'abord efficaces (5% croissance 1960-1969, chômage bas, inflation maîtrisée). **Mais les déficits publics, liés avant tout aux forts programmes fédéraux, le déficit commercial & l'inflation s'accroissent.** Les USA enregistrent une perte de compétitivité à cause du dollar surévalué, d'où les forts investissements extérieurs (chercher de la productivité ailleurs), sauf dans l'aérospatiale et l'informatique.

- **Le stop and go britannique**

Fort accroissement du poids de l'État : victoire travailliste conduit à de **nombreuses nationalisations.** Les services publics sont très importants (énergie, eau, transports, BBC). Nationalisations de l'électricité, du gaz, des transports (routes, canaux), des charbonnages (faible productivité), de la BOE (ce qui ne changeait rien : le système bancaire reste totalement privé). Les anciens propriétaires sont généreusement indemnisés, et la gestion des entreprises nationalisées est confiée à des *public corporations*, indépendantes du gouvernement (pour éviter la fonctionnarisation et le contrôle ouvrier). Les salariés restent de droit privé, le syndicalisme reste restreint. Les travaillistes ont donc renoncé à toute rupture avec le capitalisme, pour un **système d'économie mixte.**

Thatcher rend les nationalisations responsables de la faiblesse de la croissance britannique. Mais le problème est surtout que **les travaillistes n'ont pas su intégrer les nationalisations dans une visée idéologique et industrielle cohérente** (pas de vaste programme d'investissement public comme en France, pas de contrôle du crédit). Rapport Beveridge : « *Full employment in a free society.* »

La planification est plus concentrée qu'en France. ***New Towns Act*, 1946 pour décongestionner les métropoles.** Le plan sert à rassurer les Amerloques sur l'utilisation de l'aide Marshall. **Mais le *Welfare State* ne s'oppose pas au capitalisme : il vise à un capitalisme plus humain.** Les tories en 1951 au pouvoir ne reviennent pas sur les dépenses sociales : ils les augmentent au contraire et dénationalisent très peu. Ils maintiennent la politique keynésienne. D'où le nom de ***Butskellism*** (= économie mixte + Welfare state + politique keynésienne de soutien de la demande pour assurer le plein emploi).

Mais l'intervention croissante de l'État n'a pas su résoudre les problèmes économiques : la contrainte extérieure a constamment pesé sur les firmes britanniques, à cause de la non-intégration européenne. Le déficit commercial traditionnel de la GB était compensé par l'épargne et par les capitaux à court terme placés à la City (*balance sterlings*), dus aux besoins de paiement et aux intérêts. En 1945, la masse de ces placements est de 5 fois celle du stock-or. Cet afflux irrigue le système bancaire britannique, éponge le déficit des paiements et permet d'exporter les capitaux britanniques. La City devient aussi le centre des euro-dollars, avec tous les profits que cela implique. Tout ce système nécessite cependant un maintien strict de la valeur de la livre. Mais la croissance britannique est inflationniste comme en France, sauf que celle-ci peut se permettre une dévaluation. Ce n'est qu'après 1972 que le gouvernement a dû se résoudre à laisser le change flotter. Les taux d'intérêts doivent aussi être plus élevés. Le budget et les comptes extérieurs doivent enfin être équilibrés.

Le gouvernement en est donc réduit à une **alternance entre des périodes de soutien et des périodes de freinage, entre croissance inflationniste diminuant les exportations, fragilisant la livre et ralentissement de la croissance pour sauver la livre.** Cette alternance empêche la GB d'égaler ses concurrents, d'autant que la GB est **hors de la CEE jusqu'en 1973**, ce qui prive les entreprises britanniques de l'aiguillon de la concurrence européenne. La balance des paiements devient régulièrement déficitaire, ce qui enclenche des mouvements spéculatifs et oblige la GB à s'endetter envers le FMI. Les avantages tirés de la City deviennent un problème et la GB connaît la **stagflation** avant tous les autres pays européens, et ce sont les tories qui sont obligés en 1971 de nationaliser des entreprises en difficulté (branche aéronautique de Rolls-Royce).

- **La modernisation de l'économie française (1950-1970)**

Croissance de 4,8%/an, avec maximum de croissance sous Pompidou (1968-1974 : 6,6%, seul le Japon fait mieux). Quatre fondements institutionnels :

- **Rapport salarial fordiste** : partage du profit
- **Politiques macroéconomiques actives** (keynésiennes) pour assurer une progression continue de la demande. Stabilisation conjoncturelle & progression du pouvoir d'achat et des salaires (indexation aux gains de productivité et aux prix).
- **État-providence** : solidarité entre les classes sociales et les générations
- **Systèmes financiers administrés** pour financer accumulation du capital par taux d'intérêt faibles.

Croissance inflationniste :

- **Indexation des salaires** (gauche casse l'inflation en 1983 en désindexant les salaires).
- **Rigidités de l'offre** (petits commerçants protégés par la loi Royer 1973) moins exposée à la concurrence permettent de gonfler les prix par anticipation
- L'offre peine aussi à satisfaire la demande (cas du logement).
- **Accroissement du poids de l'État.**
- Mais l'indexation assure la **progression du pouvoir d'achat** et éloigne le spectre de la vie chère.
- La perte de compétitivité à cause de l'inflation nécessite des **dévaluations fréquentes du franc pour rééquilibrer les balances.**

L'inflation pénalise une économie française qui s'est internationalisée :

- Depuis la décolonisation et **le marché commun qui remplace l'Empire.** Meilleure spécialisation sectorielle et importations plus avantageuses. Chute des importations depuis la zone franc (de 21% à 6% de 1951 à 1971). Restructuration du commerce extérieur français : exportations vers les grands pays européens passent de 25% à 54%.
- La France continue à avoir une part importante d'échange avec les pays du TM, notamment les producteurs d'énergie. Elle reste **très dépendante des biens d'équipement importés des pays développés.**
- L'ouverture de l'économie accroît la **pression concurrentielle et révèle le manque de spécialisation.**

Implication de l'État dans la politique industrielle :

- **Plan confié à Monnet : discours de rattrapage modernisateur, niveau de vie étant fonction de la productivité.** Modernisation et reconstruction simultanées comme objectifs du Plan. Identification d'un « retard industriel », de nombreux « archaïsmes » de l'économie. 1er Plan se donne pour objectif de rattraper en 1948 le niveau de 1929, avec **6 secteurs prioritaires** : charbons, électricités, acier, ciment, tracteurs, transports publics. Plan doit **donner aux US garantie d'un bon usage de l'aide.**
- **Visée démocratique du Plan** : associer les représentants syndicaux à la définition des grands objectifs. **Non coercitif mais incitatif** : n'a pas pour but de se substituer durablement au marché. Dirigisme à CT, libéralisme à LT. **La planification s'assouplit à mesure de la reconstruction** : le marché relaie l'État dès les années 50 (recul de la part des investissements publics, 1949 : 50% - 1958 : 23%).

- **Avec Pierre Massé, changement du Plan.** Celui-ci visait avant tout la programmation dans le long terme, et secondairement l'information des entreprises. Avec Massé, le deuxième objectif devient prioritaire, le Plan ne se substitue au marché que si celui-ci est défaillant ou dépassé. Pour le reste, « **le marché évite des migraines aux planificateurs** ».
- **Nationalisations : visées diverses, mais peu de sanction** (sauf Renault). But : **accélérer modernisation, introduire nouvelles méthodes** (machines-transferts dans la régie Renault). Secteurs industriels de base (Renault, Air France), énergie (Houillères du Nord, EDF, Charbonnages de France), banque (BDF, LCL, SG, Comptoir d'Escompte de Paris) & assurance. En 1955, les entreprises nationalisées réalisent 11% de la VA hors agriculture, et 34% des investissements hors agriculture.
- **L'État a les moyens d'orienter les investissements vers les secteurs prioritaires.** Le secteur nationalisé doit être un **secteur pilote, à la fois sur le plan technique et sur le plan social** (Renault, PDG Lefauchaux : 3^e semaine de congés payés, 4CV). Une autonomie croissante est laissée aux entreprises nationalisées (**rapport Simon Nora 1967** : adopter les techniques de gestion privée, ne plus compter sur les subventions). Réalisations : grands équipements (nucléaire, télécommunications même si retard du téléphone), quelques déboires (Concorde, procédé SECAM, Leclerc).
- **Contrôle des moyens de financement : accroissement de la fiscalité** (1954 : TVA remplace taxe sur les transactions de 1918 et taxe sur les productions de 1936). **Contrôle du crédit par le secteur bancaire nationalisé. Transferts de revenu par la protection sociale.**
- Politique conjoncturelle d'inspiration keynésienne. Volontariste ex ante qui rompt avec les réactions ex post d'avant-guerre.
- Politique industrielle : **favoriser concentration industrielle. Doter la France de grands groupes susceptibles de faire face à l'intégration dans la CEE.** Sous la Ve s'ajoute l'**impératif gaullien d'indépendance nationale** : industrie aéronautique (SNIAS, entreprise publique, se voit réservés les grands projets du Concorde et d'Airbus ; mais Dassault, entreprise privée, a le monopole des avions de combat => paradoxe français) ; Plan Calcul.
- **Politique de la recherche** : implication croissante qui renforce le caractère centralisé et administré de la recherche française (CNRS + INRA, CNES, CEA). 2/3 des dépenses de recherche financées par l'État. Jusqu'à 5% (1970s) dans le budget de l'État, doublement dû aux programmes nucléaire et spatial. Cas d'école des fiascos SECAM et Concorde : prouesse technique au détriment de l'efficacité commerciale. Effort éducatif.
- **Assouplissement du dirigisme n'est pas désengagement** : les prélèvements obligatoires continuent à augmenter à cause de l'extension de la Sécurité Sociale.

Agriculture participe pleinement de la croissance :

- **Gains de productivité supérieurs à l'industrie** (augmentation de la production et baisse de la population active agricole). Un agriculteur nourrit 7 personnes en 1960, 40 en 1983.
- L'agriculture **cesse d'être considérée comme secteur spécifique** : secteur comme les autres, avec mêmes impératifs de productivité. 1950s et PAC : **faire de l'agriculture un secteur compétitif à l'exportation**. Le discrédit de Vichy a affaibli les stéréotypes agrariens et *L'ordre éternel des champs* de Maspétiol en 1946 est très isolé.
- **Carrière exemplaire de René Dumont** : agronome en 1930, refuse exploitation familiale comme idéal technique ; conseiller de Monnet pour l'agriculture en 1947, encourage développement du machinisme agricole avec productivisme forcené ; *Les leçons de l'agriculture américaine* ; parcourt le TM dans les 1950s ; se convertit à l'écologie dans les 1970s ; candidat écologiste à la présidentielle en 1974.
- **Lois Pisani : accélèrent la modernisation de l'agriculture pour préparer l'intégration européenne**. Promotion de **l'exploitation moyenne à deux UTH (couple ou association père-fils), capable de fonctionner en mécanisation entière**. Dislocation de la famille étendue comme unité de travail. Extension des surfaces (exploitations de 20 à 50 ha comme cible). Système de sélectivité des prêts dispensés par le CA : d'abord pour les agriculteurs qui pourront atteindre les objectifs de rentabilité. Accélération du départ des vieux agriculteurs : IVD (indemnisation viagère de départ). GAEC : groupement agricole d'exploitation en commun (permet surtout les associations père-fils, en donnant au fils le statut de co-exploitant) (cf. cours Le Travail en France après 1945)

- **Les miracles économiques : les vaincus de la Seconde Guerre Mondiale**

Allemagne :

- **Allègement rapide des dispositions qui auraient freiné la croissance** (risque communiste pour la *Trizone*)
- **Refus du dirigisme nazi** : Ludwig Erhard, père du *Wirtschaftswunder*, ministre des Finances. Cf. cours d'allemand. **Ordo libéralisme** qui se démarque du keynésianisme : **priorité de reconstruction de l'économie et de la concurrence en assurant la stabilité monétaire**. Place centrale de la **cogestion**, *Soziale Marktwirtschaft*. Le SPD s'y rallie en 1959 avec le congrès de Bad-Godesberg. 1951 : loi de cogestion qualifiée (mines et sidérurgie), participation de représentants syndicaux à la gestion contre limitation du droit de grève (doit être approuvée à 75% par vote secret des ouvriers).

- **Faible fiscalité sur les entreprises et stabilité monétaire pour favoriser l'investissement.**
Garantie constitutionnelle de l'indépendance de la Bundesbank. Privatisation systématique des entreprises nationalisées par les nazis (ex VW 1961). Abondance de capitaux attirés par les forts taux d'intérêts et par le mark comme valeur-refuge (d'où plusieurs réévaluations).
- **Renonciation au protectionnisme.** Monnaie forte n'est pas obstacle à la compétitivité (excédents commerciaux records) en raison d'un **positionnement de pointe** (concurrence à la qualité).

Italie :

- **Préservation d'un appareil dirigiste** issu de la période fasciste, en décentralisant. MO abondante à bas salaire, d'où des **réussites industrielles** : Fiat, Olivetti (informatique) + réseau de PME performantes dans l'industrie du luxe et du textile.
- Forte **intégration communautaire**
- **Fin des 1960s : retour au plein-emploi, tensions inflationnistes et problèmes de compétitivité.** Écart accru entre le Nord industrialisé et le Sud en retard, malgré les interventions de l'État. Émigration continue du Sud vers le Nord.

Japon :

- **Performances record, alors que le Japon était une économie sous-développée en 1945** (PIB/hbt 1945 = 1/3 GB). **2^e économie mondiale dès 1973.** Aide américaine qui augmente avec l'extension de la GF en Asie. Les Américains arrêtent le démantèlement des *zaibatsu*.
- **Structure dualiste : grands conglomérats qui s'étendent sur plusieurs secteurs & myriade de sous-traitants** avec des situations plus précaires et moins rémunérées. Grande souplesse du système : permet de saisir les opportunités (automobile, informatique cf. Sony), en remontant les filières technologiques.
- **Soutien de l'État : non pas investissement direct, mais information et orientation des entreprises vers les secteurs d'avenir, en soutenant les percées à l'exportation (MITI).** Japon 2^e exportateur mondial 1970s : maîtrise des coûts, stratégies de conquête des marchés. Grande dépendance à l'extérieur pour les produits de base et l'énergie (aucune ressource naturelle).

C Les Trente Ravageuses (Stéphane Frioux)

Rapport Meadow, Halte à la croissance : réflexions du club de Rome 1970s. Prédiction d'un épuisement des ressources naturelles de la planète, très pessimiste (ressources et techniques connues). Barjavel, *Ravage*, 1943 ; *Lettre ouverte aux vivants qui veulent le rester* (contre nucléaire). Conception un peu réac' du naturalisme (cf. khôlle sur écologie)

Prise de conscience de l'**accroissement de la pollution** :

- **CO2** : énergies fossiles, déforestation. Début 30G : 280 ppm ; 1960 : 319 ppm ; 1995 : 360 ppm.
- **Diminution de la couche d'ozone** (O₃) à cause des chlorofluorocarbures (CFC) émis par les systèmes réfrigérés.
- **Mers et sols.** 1972 : interdiction du DDT (insecticide) aux US après *Silent Spring*

Croissance agricole inférieure à la croissance des engrais et des machines employés (par ha : production x2, énergie x3). Croissance de la circulation automobile. Perte d'efficacité énergétique de ces secteurs.

Age d'or de l'amiante, du tabagisme, de l'exposition au bruit (automobiles, aéroports). 750 décès à l'amiante en 1996, contre 50 dans les années 50.

Modèle de croissance : court cycle de vie des objets, d'où un immense gaspillage avec des déchets plastiques de plus en plus polluants. C'est donc dès les 30G que s'affirme une prise de conscience. *Great Smog* de Londres en 1962. 1970 : 100 mesures pour l'environnement du gouvernement Chaban (surtout sur la pollution de l'air).

Montée de l'opposition au nucléaire, d'abord contre l'usage militaire, puis contre l'usage civil (1960 : CEA renonce à enfouissement de déchets dans la côte d'Azur). Le mouvement de l'Arche tente d'occuper Marcoule. Les mobilisations sont systématiquement marginalisées par un vaste mouvement de propagande pour l'utilisation de l'électricité et les usages pacifiques de l'atome. Donc les 1950s-60s ne sont pas une période consensuelle sur l'usage de l'atome : les contestations sont reprises ensuite par les mouvements post-68 et écolos.

III La crise de la mondialisation

A Le ralentissement de la croissance (voir chiffres du diapo)

La crise des 1970s ne se caractérise pas par une chute brutale de la production mais par un ralentissement général du rythme de la croissance. Une seule récession pour l'OCDE en 1974-75 (-0,6%), d'une ampleur incomparable à celle des 1930s. Les performances sont diverses.

Le point essentiel est la **réapparition du chômage de masse et de longue durée, surtout à partir du deuxième choc pétrolier de 1979.** Encore une fois il est bien moindre que celui des 1930s. Le taux de chômage est plus élevé en Europe qu'aux US, mais le risque de chômage y est plus faible (turn-over plus faible : en contrepartie, sortie du chômage plus difficile).

Les jeunes sont particulièrement touchés, surtout ceux qui sont sans qualification. En Allemagne, le choix fait par la GroKo de licencier les plus vieux pour continuer à embaucher des apprentis diminue le problème.

La France continue à enregistrer des gains de productivité : la croissance est devenue plus économe en emplois. L'investissement et la consommation des ménages, ainsi que le commerce international, continuent à croître.

La crise s'accompagne d'un **surcroît d'inflation (à deux chiffres), qui ne ralentit qu'à partir des 1980s, sous l'effet des politiques économiques de lutte contre l'inflation.** Les chocs pétroliers s'y ajoutent pour diminuer la compétitivité des économies occidentales, qui sont très dépendantes du pétrole (60% de l'énergie totale de l'OCDE). **En longue durée, la hausse des prix du pétrole vient d'un réajustement inévitable des rapports de force entre consommateurs et producteurs. Mais les hausses sont issues à court terme de décisions politiques :** octobre 1973, baril à 3\$ => 12\$ en janvier 1974 (soutien à l'Égypte) ; 35\$ en 1981 (crainte d'une pénurie à cause révolution iranienne, dans deuxième exportateur). France : facture énergétique quadruple (1,3% PIB 1972, 4,4% 1981). **Mais ces flambées des cours n'expliquent pas tout, puisque les cours du pétrole redescendent** ensuite vers 13\$ (nouveaux gisements hors OPEP (OPEP : 52% production totale 1973, 28% 1985), économies d'énergie, diversification des énergies notamment le nucléaire, désaccords internes à l'OPEP avec l'augmentation de la production saoudienne en 1985 pour rendre moins compétitifs les gisements off-shore, or l'Irak endetté depuis la guerre de 1980-88 a absolument besoin des revenus d'exportation).

Le ralentissement s'explique avant tout par la **détérioration des conditions de l'offre, d'où l'échec relatif des politiques de relance keynésiennes.** Les libéraux expliquent la crise par les rigidités issues de l'intervention de l'État. **Fin du cercle vertueux de la croissance fordiste : les gains de productivité**

ne suivent plus la hausse des salaires indexés sur les prix. Le taylorisme est de moins en moins supporté, et le toyotisme affirme sa supériorité sur le fordisme. Le choc pétrolier aggrave le phénomène en augmentant les coûts de production et en érodant les marges, alors que les salaires augmentent plus vite que l'inflation (augmentation du niveau de vie en France jusqu'en 1983). L'emploi sert alors de variable d'ajustement, notamment dans l'industrie manufacturière très exposée à une concurrence internationale de plus en plus âpre.

Abandon du système de Bretton Woods. Le FMI crée les droits de tirages spéciaux (DTS), en dollars non-convertibles en or, pour aider les pays qui ont besoin de crédits excédentaires, afin de conserver ce qui peut l'être. Les DTS sont indexés sur un panier de monnaie non reliées à l'or, victoire posthume de Keynes. Accord de la Jamaïque en 1976 : l'or est démonétisé, système de changes flottants. Les US laissent filer leur monnaie. Tensions inflationnistes pour les États utilisant le dollar. Si le rôle international du dollar est conservé, c'est à cause du manque d'intérêt des pays sérieux comme l'Allemagne et le Japon pour reprendre le rôle et ses responsabilités. **Le FMI se reconvertit dans la gestion des crises financières**, avec son « plan d'ajustement structurel » libéral et ses conséquences sociales.

Les écarts d'inflation internes à la CEE (notamment à cause de la politique sociale-démocrate rigoureuse de Schmidt) **posent des problèmes pour le commerce, d'où la création du serpent monétaire européen** : même système que Bretton Woods, mais le dollar est remplacé par une mesure en or. Mais la GB, l'Italie et la France doivent parfois « sortir du serpent ». **1979 : SME =>** stabiliser les taux de change pour faciliter le commerce, avec l'**European Currency Unite** (ECU : valeur déterminée par un panier de monnaies, pondérées par le PIB et la part dans le commerce intra-européen => abandon de l'or). Variations limitées à 2,5% autour de l'ECU. Les BC s'engagent à soutenir la monnaie, pour limiter les écarts monnaies faibles/fortes. Une dévaluation est possible avec l'accord des partenaires (France : 4 fois, perte de plus de la moitié). **L'Europe devient ainsi une zone de stabilité monétaire, à mesure que les gouvernements s'occupent prioritairement de l'inflation** (« désinflation compétitive », qui pèse sur la croissance à cause des taux allemands très élevés). Acte unique européen de 1986 : marché unifié des capitaux et des marchandises (effort d'harmonisation des normes techniques, ouverture des marchés publics). Maastricht 1991-92 : meilleure compétitivité dans un marché globalisé // perte de souveraineté des États.

B La globalisation de l'économie

La crise n'empêche pas **l'accroissement du commerce international, au profit des économies occidentales. C'est bien plus l'effet de la mondialisation de l'économie que la victoire politique des Etats-Unis qui contribue à la chute de l'URSS.** La croissance du commerce reste supérieure à celle de

la production : **accroissement du taux d'ouverture des économies, notamment pour la triade.** Ces échanges mondiaux sont de plus en plus manufacturés (1993 : la part de la triade dans les échanges mondiaux est de 72%, maximum historique).

Taux d'ouverture de la Chine : 1% 1973 ; 20% 1990 ; 44% 2004.

Explosion des flux de capitaux (déréglementation : x200 1970-1997), **et augmentation des échanges de services. Le Japon est devenu le principal investisseur à l'étranger** (1990 : 22% des IDE), dépassant ainsi les US qui étaient premiers depuis la fin de la Grande Guerre. Mais le Japon redescend vite (flambée d'investissements pour compenser la baisse du dollar), et les US remontent à 33% ensuite (investissements massifs en Chine). **Les IDE se destinent en priorité aux pays développés eux-mêmes** (US : 1/3 1995), **la part du TM dans les IDE régressent.** Ces chiffres enregistrent le **rôle majeur des FTN** dans l'économie mondiale (10% PIB, 33% X).

1986-87 : informatisation des bourses de Londres et de Paris. Chute du coût des communications à l'étranger. Tokyo Round 1973-79 et Uruguay Round 1986-94 : abaissement des tarifs douaniers (1970 : 12% en moyenne ; 1990 : 4%). Mise en place de l'OMC en 1995. Cette libéralisation des échanges exclut l'agriculture et le secteur de la culture (clause de sauvegarde culturelle obtenue par la France en Europe).

Progression du commerce maritime, adaptation des flottes mondiales avec les mises en chantier asiatiques et les porte-conteneurs. Banalisation du commerce aérien (Boeing 747 : gros porteur). Déréglementation du travail aérien (US 1978 : démantèlement des monopoles des compagnies nationales) : augmentation du temps de travail des pilotes, baisse de la qualification, mais explosion du trafic.

La mondialisation conforte pour l'essentiel la prééminence des pays occidentaux, ce que confirment les flux migratoires. Ceux-ci sont moins massifs que dans l'entre-deux-guerres mais impliquent de nouvelles zones géographiques de départ, avec toujours les pays développés comme objectif.

L'écologie prend de l'importance et se présente comme la seule alternative au capitalisme. Convergence des mouvements pacifistes, antinucléaires et étudiants après 68. Rapport Meadows 1972 => conférence des NU à Stockholm : divergences entre les pays du Nord (qui veulent traiter le problème) et les pays du Sud (refusent des normes alors que les pollueurs sont au Nord). Les pays occidentaux se dotent de ministères pour l'écologie (US 1970, France et Japon 1971). Les **graves incidents industriels** (Seveso 1976, *Tree Miles Island* 1979, Tchernobyl 1986) et les marées noires (Exxon Valdez 1989 au large de la Bretagne) contribuent à la formation du **concept de**

développement durable (rapport de l'ONU en 1987 : *Notre avenir à tous*, dit rapport Brundtland).
Nombreuses critiques : appel de Heidelberg 1992 (libéraux : refus d'opposer croissance et environnement, confiance dans le progrès technique, en intégrant le coût des nuisances environnementales) ; décroissance proposée à l'extrême-gauche ; pays du Sud renvoient le Nord à ses responsabilités, le DD étant un luxe de pays riches. L'altermondialisme (1984 : contre-sommet) commence à apparaître. Conférence de Stockholm 1992, sommets de la terre, Agenda 21, protocole de Montréal 1987 (CFC), protocole de Kyoto 1997 (US ne ratifient pas...).

C Les politiques de lutte contre la crise : le virage libéral

Hayek et Friedman décrochent le Nobel en 1974 et 1979. **Courbe de Laffer** devient aux libéraux ce que celle de Phillips était aux keynésiens.

- **La Dame de Fer**

Thatcher : reprend les critiques de la droite tory à l'encontre du Butskellism. La situation de l'économie GB en 1979 est peu brillante : faible part dans le commerce mondial manufacturé (9%, 25% après-guerre), fort taux de chômage, inflation 24% en 1975. **Deux bêtes noires : action intempestive de l'État, rôle perturbateur des syndicats.** Les subventions étatiques n'auraient fait que différer l'inévitable adaptation de l'économie britannique, auraient accru la pression fiscale, pénalisé l'initiative individuelle, créé de la dette, affaibli la position financière de la GB, donc découragé l'investissement étranger. Les syndicats auraient constamment empêché les restructurations et imposé des hausses salariales exagérées. En réalité, dès avant 1979, les syndicats ne peuvent empêcher de vastes restructurations, notamment dans le textile et la mine. Le poids de l'État a moins progressé que dans les autres pays européens, et la part directe du secteur industriel public est faible (1981 : 7% emploi salarié, 11% PIB).

La politique thatchérienne est une politique de l'offre : les entreprises ne pourront plus compenser leur manque de compétitivité en recourant au crédit, car la politique monétaire devient restrictive. Conséquences : récession brutale ; faillite de nombreuses entreprises qui n'ont pas les moyens de financer l'assainissement.

La rigueur budgétaire conduit à un excédent 1987-89. Justification : réduction de la pression fiscale. D'où de nombreuses **réformes fiscales** : réduction de l'ISR (taux de base, et surtout taux maximal : de 83% à 60% puis 40%) ; augmentation de la fiscalité indirecte (TVA : 10% => 15%) ; réduction de l'impôt sur les sociétés et des charges sociales ; augmentation des charges sociales des salariés. La pression fiscale augmente pour les revenus les plus faibles et diminue surtout pour les revenus supérieurs à 1,5 fois le salaire moyen. **Thatcher force les collectivités locales à faire de même, avec**

la charge communautaire (*Poll tax*, qui provoque la chute de Thatcher, débarquée par son propre parti).

Déréglementations : rétablir la concurrence. Fin de la politique des revenus : détermination libre par les entreprises, refus d'institutionnaliser le pouvoir syndical. Le gouvernement renonce à toute pression pour augmenter les salaires. Réforme ultralibérale de la City : Bing Bang de 1986, choix de la finance contre l'industrie. Levée des contrôles, nombreux scandales financiers (groupe Maxwell : détournement des fonds de retraite des salariés). **La City en est consolidée et devient la première place financière pour le marché des changes** en 1985 (30%). Ces choix n'ont pas eu les effets escomptés sur la balance des paiements.

Privatisations : British Airways, British Telecoms, Jaguar, Rolls-Royce, British Steel. Le secteur public passe de 11% à 7% du PIB. **Fermeté en 1984-85 contre la grève des mineurs** conduite par Arthur Scargill (362 jours) contre McGregor nommé à la tête des charbonnages. La grève, inefficace à cause de la préparation gouvernementale, a servi le gouvernement en discréditant un certain syndicalisme dans l'opinion publique. **Dernière grève industrielle de l'histoire britannique.** Limitation du monopole syndical à l'embauche, interdiction des grèves de solidarité, référendum nécessaire pour lancer une grève. Mais **l'effritement du syndicalisme est limité** (syndicalisation reste à 35%), **et est surtout lié à des mutations socio-économique générales.** Thatcher a plus accompagné l'évolution qu'elle ne l'a provoquée.

Deux manières de faire le bilan :

⇒ **Distinguer deux phases : récession jusqu'en 1982** (chute de la production de 10% sur 1980-82, triplement du nombre chômeurs) ; **redressement à partir de 1985** (rattrapage du niveau de production industrielle de 1979, taux de croissance de 3-4%, supérieurs à ceux des autres pays et à ceux précédents, mais favorisés par le rattrapage ; baisse du chômage de 11% à 6% en 1990). Thatcher déclara avoir placé l'économie anglaise dans la meilleure position de son histoire. Mais croissance de -2,4% en 1991, 0,6% en 1992. **La GB reste en-dessous des autres pays en longue période.**

Les suppressions d'emploi ont pu conduire à une désindustrialisation (1983 : balance commerciale des produits manufacturés déficitaire). Le redressement est souvent obtenu au prix du passage des industries (notamment automobiles) sous contrôle étranger (transplants japonais). Les gains de productivité sont plus obtenus par licenciement que par augmentation de la production.

L'inflation reste élevée (8-9%), alors que la France et l'Allemagne sont en-dessous de 5%. **Taux d'intérêt élevés (pour attirer les capitaux) ont affaibli l'investissement industriel au profit de l'investissement financier. Cette baisse, associée aux coupes dans l'investissement public, conduit à un vieillissement de l'équipement productif** (symbole : voies non adaptées à la vitesse du TGV dans le tunnel sous la Manche).

L'objectif était une augmentation des services (1960 : 48% secondaire/48% tertiaire => 1984 : 33%/64%). **Augmentation des emplois peu qualifiés et peu rémunérés : précarisation de l'emploi. Opposition entre un capitalisme anglo-saxon** (peu de rigidités, volatilité du taux de chômage) **et un capitalisme rhénan** (fort taux de chômage, maintien de garanties, MO plus qualifiée, institutionnalisation du dialogue avec les syndicats). Le chômage reprend son ascension à partir de 1990 (retournement de la conjoncture), ce qui contraint John Major à relancer les dépenses publiques, au grand dam de Thatcher.

Le thatchérisme n'a pas permis de résoudre le conflit entre modernisation et contrainte financière extérieure. La balance des paiements a de fait affiché des excédents records dans les années 1980, mais surtout grâce à l'exploitation des gisements pétroliers de la Mer du Nord. Ces excédents ont masqué les déficits, notamment celui de la balance commerciale, de sorte que la balance des paiements courants devient déficitaire (19MM£ en 1989 # excédent de 2MM£ en 1984). Certains ministres, notamment Lawson (Échiquier), obligent Thatcher à faire entrer la livre dans le SME, pour desserrer l'étau des taux d'intérêts (soutien de la BCE) et ainsi relancer l'investissement. Après une décennie de monétarisme thatchérien, les conservateurs lancèrent une politique de baisse des taux et de reconnaissance de la dévaluation de fait.

⇒ **La GB a anticipé avec Thatcher sur les choix nécessaires qui ont été appliqués ensuite partout ailleurs** : licenciements industriels, lutte contre l'inflation, déréglementation financière, abandon des politiques keynésiennes, privatisation. Le *Financial Times* a décerné en 1990 la palme du monétarisme à Mitterrand. Thatcher a le mérite d'avoir clairement assumé ses choix et leurs conséquences, et les a présentés dans les élections (ce qui n'a pas été le cas en France). On peut enfin remarquer que **l'État-providence reste important** (les prélèvements obligatoires restent autour de 40%, tandis qu'ils augmentent ailleurs).

- **La Reaganomics**

Dès avant l'élection de Reagan, les US ont réorienté leur politique économique dans un sens libéral (Carter et Volcker), pour mettre fin à l'inflation par une politique restrictive (élévation des taux

d'intérêts, répercutée dans le monde entier). Les taux d'intérêts réels, négatifs en 1979, passent à +7% en 1983. Les capitaux affluent aux US. Mais contrairement à Thatcher, **Reagan a fortement augmenté les dépenses fédérales**, notamment avec l'IDS. Le déficit budgétaire atteint 6% en 1984, et pousse les taux d'intérêts à la hausse. La hausse du dollar fait exploser le déficit commercial (36MM\$ 1982 => 160M\$ 1987). La politique budgétaire expansive crée un effet de relance keynésien (croissance de 7,4% en 1984), mais ce dynamisme est aussi celui des **nouvelles technologies** (cf. Fliegstein) (Macintosh 1984, avec système d'exploitation intégré, écran de 9", noir et blanc, 128Ko de mémoire). Sun Microsystems, Yahoo !, etc. Les emplois créés le sont à 75% dans les services, très qualifiés comme très peu qualifiés. L'industrie automobile souffre, elle, de la concurrence japonaise.

- **De la croissance à la rigueur**

Passage en France d'un rythme de croissance élevé à un ralentissement après les chocs pétroliers, avec augmentation du chômage à la clé. L'industrie manufacturière est la plus touchée (1M d'emploi supprimés 1974-84), et reste en stagnation (croissance de 0,4% 1979-1984).

La crise accélère les mutations : fermeture des mines, des chantiers navals, sidérurgie (touche beaucoup la Lorraine sidérurgique). **Le Nord subit en plus la crise du textile. Les agriculteurs s'endettent de plus en plus à cause de la hausse supérieure du coût des produits intermédiaires.**

Réorientation vers les activités tertiaires. +7M d'emplois tertiaires 1975-2001 (=> 70%). Nuancer le jugement sur une société post-industrielle : il y a tertiarisation apparente de nombreux emplois industriels (intérimaires, externalisation des tâches d'employés dans l'industrie).

1981 : action à contre-courant des partenaires de la France, notamment l'Allemagne de Schmidt. Hausse des minimas sociaux, nationalisations, embauches massives de fonctionnaires, aides sectorielles, possibilité de devancer l'âge de la retraite (partage du travail). **Politique industrielle volontariste**, avec des critères différents de 1945. Caractère stratégique, dans des secteurs qui ne sont pas en difficulté (sauf la sidérurgie) : possibilité d'intervenir massivement sur la structure de production. La loi transfère à l'État la propriété de cinq industries importantes : Pechiney, St-Gobain, CGE, Thomson, Rhône-Poulenc) ; de trente-neuf banques. Industries de pointe : Matra & Dassault. **En 1985, au terme de la vague de nationalisation, les entreprises publiques emploient 1/5 des salariés et produisent ¼ de la VA.**

La relance de la consommation a surtout profité aux partenaires commerciaux. La dévaluation du franc renchérit le coût des produits intermédiaires importés. Effet d'éviction, service accru de la dette, isolement de la France en Europe. **Il a fallu choisir entre l'Europe et la relance.**

Tournant de la rigueur de Jacques Delors de 1983. Politique de « désinflation compétitive ». Ces orientations sont maintenues par tous les gouvernements successifs. Plusieurs piliers :

- **« franc fort »** : maintien de la parité avec le mark, dernières dévaluations en 1986-87. Politique défendue par Bérégovoy.
 - **Politique salariale restrictive**, déjà engagée par Barre en 1976. 1983 : blocage des salaires et des prix, **désindexation des salaires**. Conséquence : rééquilibrage du partage de la valeur ajoutée au profit des profits.
 - **Libéralisation de l'économie** : désencadrement du crédit, abandon du contrôle des changes (1986)
 - **Privatisations** engagées par la droite en 1986 (mais acceptées par la gauche). Intégration des contraintes marchandes dans la gestion des entreprises publiques.
- ⇒ **2002 : entreprises publiques 8% emploi, 11% VA.**
- **Fin de la planification.**
 - **Déréglementation des marchés financiers.** L'encours des titres négociables passe de 29% PIB en 1980 à 204% fin 1990s. L'appel au financier par le marché (actions, obligations) prend de plus en plus d'importance. Auto-autofinancement augmente également, grâce à des profits records. **Passage d'une économie d'endettement administré à une économie de marché financier libéralisé.** La création de richesse financière devient centrale.

Nouveau partage des richesses : modification des relations entre **actionnaires**, dirigeants et salariés. Nouvelles stratégies d'entreprise qui privilégient la **croissance à court terme** du cours boursier. Croissance des investisseurs institutionnels (les « zinzins »).

Le chômage reste très élevé, mais le rythme de l'inflation est brisé (taux annuel ramené de 10% 1981-85 à 2,2% 1991-95, soit un des taux les plus faibles d'Europe). Retour des excédents du commerce extérieur et de la balance des paiements. **La contrainte extérieure a changé de nature : non plus pression à la compétitivité, mais pression d'un marché des capitaux mondialisé et libéralisé.** La France est devenue de plus en plus dépendante de ses importations (taux de pénétration atteint 30% en 1987).

L'intégration de la France dans l'Europe lui a permis de maintenir sa part dans le commerce mondial (5-6%). **L'UE devient la principale destination des exportations françaises** (43% 1961, 2/3 1980s).

Le tournant libéral n'a en rien réduit le poids de l'État. Des 1960s aux 1980s, le poids de l'État a augmenté partout, même si le rythme est moins rapide chez les Anglo-saxons. **Les politiques**

d'inspiration néolibérales n'ont pas attaqué l'État-providence, mais celui-ci n'a pas pu empêcher l'apparition de nouvelles formes de pauvreté et l'accroissement des inégalités.

IV L'enrichissement de l'Occident a-t-il enrichi les Occidentaux ?

Reprise de la thèse de Piketty (*Les hauts revenus en France de 1901 à 2000*)

Répartition des revenus et salaires en centiles, et étude des trois classes supérieures : décile supérieur (classe dite moyenne), cinq centiles supérieurs (classe dite moyenne supérieure), 0,01% le plus riche (les « deux cents familles »). **Invalide la thèse selon laquelle le développement du capitalisme tend à réduire les inégalités salariales en longue durée** (prolongement en sociologie : Mendras, la moyennisation). Piketty montre qu'il n'y a pas de réduction en longue durée de inégalités : salaire moyen du décile supérieur reste à 2,5 salaire moyen. **L'éventail des salaires se maintient, même si le pouvoir d'achat augmente fortement** (x5 au XXe). Cette stabilité ne s'explique pas seulement par la permanence des écarts de qualification, mais aussi par **l'absence de remise en cause, même à gauche, de cette inégalité**.

Il y a toutefois **réduction des inégalités de revenu, à cause de l'érosion des revenus des très hauts patrimoines** : chocs des guerres qui détruisent les patrimoines, fiscalité progressive qui empêche la reconstitution des très hauts revenus du capital.

Le **partage de la valeur ajoutée reste très stable** (règle des deux tiers un tiers, commune à tous les pays occidentaux depuis le XXe), avec une exception lors de la première guerre. Les revenus du capital constituent 20% des revenus dans l'entre-deux-guerres, 10% après-guerre, 20% dans les 1970s.

Le revenu moyen a connu une croissance exponentielle. Ce quintuplement se déroule dans la période des 30G, avec stagnation avant 1945 et depuis 1995. Mais cette stagnation du revenu par foyer cache une augmentation, certes ralentie, du pouvoir d'achat individuel, à cause de la réduction de la taille des foyers.

Mais cette **augmentation du pouvoir d'achat ne tient pas compte de l'évolution de la structure des prix** (ex de la coupe de cheveux, dont le prix augmente comme les salaires ; les prix diminuent plus dans l'industrie) : il y a donc surtout une **diversification de l'offre** (ex produits électroniques). Le pouvoir d'achat est donc peu significatif à long terme, il vaut mieux étudier la structure des revenus.

Plus les revenus sont élevés, plus ils viennent des revenus de capital (surtout mobilier : 6x les revenus fonciers pour les plus riches). Les classes moyennes perçoivent leur revenu sous forme de revenu salarial à 80-90% ; les très riches à seulement 40%. Mais ce phénomène n'est pas

récent (contrairement à la thèse de la montée des cadres sur les rentiers) : les cadres n'ont pas attendu d'être identifiés comme tels (sous Vichy) pour occuper une part importante des classes moyennes.

Baisse des hauts revenus dans la part des revenus totaux : cette baisse s'explique uniquement par la baisse des plus hauts revenus (départ à 3%, chute 20s puis crise des 30s, stagnation à 0.5% depuis). Si les revenus du décile supérieur ont augmenté moins vite que ceux du reste, c'est uniquement à cause de ces plus hauts revenus. **La part des très hauts revenus ne s'est pas relevée à cause de l'impôt pénalisant les gros patrimoines.** Il y a donc un maintien des hiérarchies salariales, malgré le « coup de pouce » sur le SMIC. Cette hausse générale rogne les profits des entreprises, d'où la chute des plus hauts revenus (chute des revenus du capital, pas de ceux du travail). Les évolutions de structure sont liés à des événements politiques majeures : il n'y a pas de tendance lourde de resserrement des revenus, la seule évolution est la chute et la non-reconstitution des hauts patrimoines et de leurs revenus.

Pour ce qui est des salaires : les plus bas salaires progressent moins vite que le salaire moyen (+25% / +100%) jusqu'en 1968 (revalorisation du SMIC et indexation au salaire ouvrier moyen), progresse plus vite jusqu'en 1983 (+130% / +50%). À partir de 1983, les écarts se stabilisent (même si les FPE récréent les inégalités).

L'inégalité des revenus est acceptée en France à condition que ce soit une inégalité salariale (associée au mérite, à la qualification culturelle) : **la gauche vise surtout les inégalités de patrimoine.**

ISR : porté par Caillaux, premier inspecteur des finances à accéder au gouvernement. Système double remplaçant les « quatre vieilles » (système indiciaire : contribution foncière, portes et fenêtres, patente, contribution mobilière) : impôt cellulaire portant sur les différentes catégories de revenus + impôt progressif sur le revenu total. Le système indiciaire a été maintenu pour les collectivités locales (taxe foncières, taxe professionnelle, taxe d'habitation : par une réforme de 1959). La progressivité permet à l'État de corriger les écarts de fortune dus à l'héritage (contrairement à l'imposition à 2% des revenus à la Belle Époque), même si la taxe sur la tranche supérieure reste faible (2,5%). **L'impôt cellulaire remplace les quatre vieilles en 1917**, mais c'est surtout avec les difficultés du BN que l'impôt progressif prend une véritable importance : le taux **marginal** de la tranche supérieure est élevé en 1920 de 20% à 50% (puis redescendu à 30%). FP : taux **moyen** de 40% pour la tranche supérieure. Ces taux restent élevés (Vichy ne supprime le taux moyen qu'en 1942, et maintient la pression fiscale avec le seul aménagement du quotient familial). **L'impôt cellulaire est supprimé en 1948, l'ISR devient un système unique nommé impôt sur le revenu des**

personnes physique (IRPP). L'abattement pour les revenus salariés est supprimé en réponse aux grognements des petits patrons (poujadisme), qui n'avaient pas de hauts revenus alors que de nombreux salariés en avaient. **L'ISR se massifie dans les 1960s (de 20% à 60% des foyers). C'est alors qu'il frappe les classes moyennes.** Le seuil historique atteint par les prélèvements obligatoires conduit à devoir réformer l'ISR à la baisse (le taux marginal supérieur de 1996, 54%, est l'un des plus faibles de l'après-guerre, souvent 70% dans les 30). L'influence sur la résorption des inégalités est faible, car la **progressivité ne devient vraiment significative que pour les plus hauts revenus (que l'ISR a fortement contribué à réduire, avec l'impôt sur les successions : écart de niveau de vie avec la moyenne divisé par 10).** Les deux cents familles ne peuvent plus vivre de leurs rentes.

Comparaison internationale : les observations en France valent pour les autres pays riches. Les deux guerres mondiales et la grande dépression ont entraîné une chute de la part des plus hauts revenus, ce qui montre que cette chute n'est pas liée aux destructions physiques. Les inégalités de revenus sont également restées stables durant les 30G, **la progressivité de l'impôt** (plus forte aux US, jusqu'à 91% puis 70%, Reagan réduit à 28%, et en GB, jusqu'à 98%, maintien jusqu'à Thatcher) **empêchant la reconstitution des plus hauts revenus. Les très hauts revenus retrouvent aux US et en GB le niveau du début du XXe, après la réduction de la progressivité, la financiarisation de l'économie et la nouvelle structure de l'emploi tertiaire :** ce qui montre bien qu'il n'y a aucune tendance lourde à la réduction des inégalités, bien au contraire. La théorie de Kuznets ne résiste pas à l'épreuve des statistiques : il y a une **tendance naturelle à l'accroissement des inégalités de revenus (stabilité au niveau des salaires), et seuls des chocs extérieurs (guerre, interventions étatiques) renversent la tendance.** A l'inverse, il est possible que la fiscalité empêchant les inégalités ait favorisé la croissance des 30G.

V L'État-Providence

Rupture avec la tradition libérale de l'État-gendarme. Les guerres et les difficultés de l'entre-deux-guerres justifient l'intervention croissante de l'État dans le domaine social. Le plein-emploi, le bien-être général, deviennent des objectifs admis de l'État. **On passe du devoir d'assistance (tradition chrétienne, solidarités traditionnelles) à un droit au soutien de l'État** (qui participe donc de la sécularisation et de l'effacement des liens de solidarité villageoise, corporatiste, etc.). L'intervention sociale de l'État est aussi justifiée pour des **raisons économiques et politiques : ce ne sont plus des impératifs moraux.**

À L'établissement de l'EP

Contextes historiques différentes, réalités différentes :

- **France, XIXe : connotation péjorative.** État-providence issu de la destruction des corps sociaux naturels (Loi le Chapelier). La notion d'EP exprime donc le besoin d'une intervention de l'État dans une société libéralisée, avec le risque de dissoudre encore plus les solidarités.
- **Allemagne, Sozialstaat :** État prussien autoritaire et paternaliste qui encourage les sociétés de secours mutuel. Élités conservatrices : État doit intervenir pour arbitrer les conflits entre capital et travail, pour assurer la cohérence du jeune État allemand (intégrer la classe ouvrière à l'Empire). Lois à partir de 1881 : système d'assurances ouvrières obligatoires (avec contributions patronales obligatoires). L'intervention directe reste limitée : garantir pérennité d'un système d'assurance ; solidarité uniquement professionnelle (caisses organisées par branches, en cogestion). Le *Sozialstaat* s'appuie donc au contraire de l'EP sur des corps intermédiaires forts et légitimes.
- **Anglo-saxons, Welfare State :** apparition lors de la WW2 (archevêque de Cantorbéry, William Temple, 1943). Dès 1941, la Charte de l'Atlantique inscrit la sécurité sociale comme moyen de renforcer la cohésion des démocraties. Le Welfare State désigne l'ensemble des **politiques sociales universalistes** mises en œuvre en GB : NHS, allocations, retraites, éducation, logement. Ce sont les libéraux comme Keynes ou Beveridge (rapports Beveridge 1942 et 1944) qui conçoivent, les travaillistes qui instituent en 1945. Problématique plus large que la seule lutte contre la pauvreté : intervention de l'État pour réduire les inégalités sociales les plus criantes. Principes : universalité (« l'heure est aux révolutions, non au replâtrage ») ; politique globale de progrès social (non seulement lutte contre les revenus : l'indigence n'est que l'un des cinq « génies malfaisants » qui empêche la reconstruction avec maladie, ignorance, misère, oisiveté = chômage). Éviter de produire une société assistée. Financement par l'impôt (le système n'est pas lié au travail).

Trois phases dans l'appréhension moderne :

- **1881-1935 :** mouvement en faveur des mesures pour les ouvriers. **La question sociale ne se résume à secourir les pauvres** (« la population flottante »). Prendre en compte la civilisation du travail née de la révolution industrielle. **Obsolescence des formes traditionnelles d'assistance.** Solidarisme de Bourgeois. Résistance des organisation ouvrières : collaboration bourgeoise qui éloignerait de la préparation de la révolution.
- **Crise des 1930s, guerre, après-guerre :** large **consensus autour de l'EP démocratique**, assurant la Sécurité Sociale à tous les citoyens. Phase de croissance neutralise les débats sur

le bien-fondé de l'intervention de l'État. La politique sociale est détachée des questions de principe : elle est considérée comme résultat et moteur de la croissance. L'EP prend en charge des risques de plus en plus nombreux.

- **1970s : difficulté à concilier économie et EP.** Déficit structurel issu de la crise et de l'accroissement de la population inactive. Remise en cause de l'EP par les libéraux.

Diversité des mises en œuvre :

- **Titmuss, *Social Policies*, 1974 :** distinction entre le **modèle résiduel** et le **modèle institutionnel redistributif**. Dans le premier, l'EP n'intervient qu'en dernière instance, lorsque les solidarités primaires et le marché sont insuffisants. La politique sociale est alors ciblée, temporaire et palliative. Dans le second, l'EP intègre les fonctions de bien-être. La politique sociale se substitue au marché, en assurant une fonction redistributive. Modèles intermédiaires : modèle industriel méritocratique.
- **Andersen, *Les trois mondes de l'EP* :** classification sur le montant des dépenses sociales et leur affectation. **Indice de démarchandisation**, d'autant plus fort que l'éligibilité est accessible, que les droits sont soumis à peu de conditions, pour une longue durée, que les revenus de remplacement se rapprochent des revenus d'activité.

⇒ Trois catégories :

- **Pays anglo-saxons à forte tradition libérale** (dualisme social entre les bénéficiaires et les autres)
- **Pays européens (dont GB)** (identité de classe et loyauté envers l'État, surtout en Allg)
- **Pays scandinaves, à forte tradition social-démocrate** (société plus égalitaire).

⇒ Trois EP :

- **régime libéral** qui limite sa protection aux plus faibles, où l'assurance privée prédomine ;
- **régime conservateur** ou corporatiste bismarckien, avec régime adossé au travail salarié et assurant le maintien du niveau de revenu, avec faible redistribution ;
- **État social universaliste social-démocrate**, avec un niveau élevé de protection sociale et offre importante de services sociaux gratuits.

Particularités du régime d'assurance sociale par rapport à l'assurance privée : reconnaissance des risques spécifiques liés à la société industrielle, avec irresponsabilité ; contribution liée au revenu et non pas au risque couvert.

- **L'EP en France :**

- **Mutualisme** : accroître aide collective, dans la tradition proudhonienne. Syndicats de métier, première CGT
- **« Tournant social républicain »** à la fin du 19^e : assistance médicale gratuite et assistance aux indigents, 1893. Loi sur les accidents du travail de 1898 : premier pas vers la **société assurantielle**, en opérant une disjonction entre la responsabilité et l'indemnisation du risque. **Efficacité très limitée car pas d'obligation**, comme pour la loi de 1910 sur les retraites ouvrières et paysannes, très critiquée (« loi pour les morts ») et dont l'obligation a été cassée par la Cour de Cassation.
- **Loi de 1928** : **affiliation devient obligatoire en-dessous d'un certain seuil de salaire**. Caisses primaires et Caisse générale de garantie qui assure la compensation au niveau national. Le niveau des prestations reste médiocre à cause des **pressions du patronat pour limiter les cotisations**. Les pensions sont ouvertes à 60 ans avec 40% du salaire si contribution pendant 30 ans. La couverture reste restreinte.

US : Social Security Act 1935. Organisme fédéral qui se substitue aux États. Pas logique d'assurance mais de sécurité universel (même si population restreinte y accède).

Suède : règne des sociaux-démocrates. État redéfini comme « foyer du peuple » doit agir en faveur de la solidarité nationale. Mise en place d'un État social qui garantit le plein-emploi, des services publics de qualité et une sécurité sociale. Dialogue social institutionnalisé en 1938 (accords de la Paix du travail), avec des syndicats forts (80% de syndicalisation). Forte redistribution des richesses. À partir de la fin des 1960s, les dépenses sociales vont au-delà de la couverture des grands risques : allocation parentale 1976 (1 an à 80%), bourses de formation pour reprendre des études supérieures. Financement par un impôt très fortement progressif (1992 : transferts sociaux à 67% du PIB).

- **Après-guerre : généralisation de l'EP.** Conférence générale de l'OIT en mai 1944, à Philadelphie. Charte en cinq articles : redéfinit les objectifs d'une justice sociale pour assurer paix dans le monde. Répartition des fruits de la croissance, amélioration des conditions de travail, salaire minimum vital, droit de négociation collective, extension des mesures de

sécurité sociales pour assurer un revenu de base et les soins médicaux à ceux qui ont besoin d'une telle protection. Résolution reprise à l'art. 22 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Programme d'Action de la Résistance, mars 1944 : influence des socialistes et communistes.

Deux grandes catégories de mesures :

- **économiques** (nationalisations, planification, dialogue syndical, participation)
- **sociales** (réajustement des salaires, plan complet de Sécu assurant à tous les citoyens les moyens d'existence dans tous les cas où ils ne peuvent se les procurer par le travail, avec gestion paritaire).
- **Pierre Laroque : politique économique guidée par recherche du plein-emploi ; équipement sanitaire ; politique de répartition des revenus.** Amélioration considérable des prestations sociales, sans étatisation du **système qui reste paritaire, même si les caisses autonomes sont sous contrôle de l'État. Le système français laisse subsister des régimes spéciaux** (fonctionnaires, SNCF, EDF, agriculteurs, etc.) ; le régime général ne concerne au départ que les salariés du secteur privé. Les régimes complémentaires sont établis sur la base d'accords collectifs négociés par branche ou en entreprise. Les cadres bénéficient de la Caisse des Cadres. 1960 : 25% de la population reste hors de l'assurance maladie.
- **1960s-1970s : généralisation de la protection sociale.** Généralisation complète pour les prestations familiales. Extension de la couverture maladie en 1961 aux agriculteurs et en 1966 aux non-salariés. 1970 : 5% de la population hors de la Sécu.
Droits non contributifs, pris en charge par l'État, multipliés depuis le minimum vieillesse de 1956 : allocation de parents isolés, RMI.
- **Politique familiale** : ANAPF de 1896, œuvres sociales. Conseil supérieur de la Natalité 1920, loi antiavortement 1920, fête des Mères et médaille de la famille française 1923, allocations familiales avec affiliation patronale obligatoire à des caisses de compensation 1932, hausse de 50% en 1938, Code de la famille 1939, Ministère de la famille juin 1940, SFT, allocation de salaire unique 1941, INED 1945 (Sauvy), quotient familial, allocation logement 1948
- ASEDIC 1951, NPE 1967
- **Déficit de la Sécu => division en trois branches en 1967, avec triple objectif d'équilibre. Fin des 1970s : financement devient vraiment problématique.**
- **Politique des revenus** : indexer gains de salaires sur gains de productivité (éviter spirale inflationniste), à partir de la grève des mineurs de 1963. + Fonctions d'arbitrage, retrait des normes morales, loi enregistrant l'évolution des mœurs.

- **GB : système d'emblée étatisé, financé par l'impôt**

- Protection sociale élargie, dans l'esprit de la Poor Law de 1834.
- **National Insurance Act 1946** : système d'assurance obligatoire financé par les cotisations et par l'État. Toute personne résidant en GB est protégée. **National Assistance Act 1948** : prend en charge ceux qui ne pouvaient pas cotiser, avec un établissement national. Système très centralisé, restreignant le rôle des pouvoirs locaux et celui des mutuelles. Gestion non paritaire.
- **NHS 1946**, Bevan : fort débat, non sur la finalité, mais sur les modalités. Bevan voulait une véritable égalité devant la santé, en nationalisant tous les hôpitaux et en contrôlant l'installation des médecins pour éviter les déserts médicaux. La médecine privée était maintenue hors du NHS. Levée de boucliers : les spécialistes obtiennent des lits privés, les médecins généralistes peuvent s'établir librement.
- **Application de la loi Butler 1944** : gratuité de l'enseignement secondaire, bourse dans le secondaire. Mais maintien des *publics schools*. Extension de la finalité redistributive, qui joue sur le revenu plus que sur les patrimoines (effet pervers).
- Intervention de l'État à fait de la société britannique une société plus égalitaire, mais toujours divisée.

- **Allemagne**

Mutation quantitative (élargissement à toutes les catégories de la population allemande) et **qualitative** (ne pas assurer seulement minimum mais niveau de vie élevé). Établissement par progrès successifs, non par une institution globale.

- **Loi sur les retraites de 1957** : augmentation de 60%, indexation sur les salaires. Solidarité entre les générations.
- **Extension progressive de la protection sociale sans refonte d'ensemble.**
- 1972 : flexibilité dans l'âge du départ (65 ans), extension aux professions indépendantes. Apogée de l'EP en Allg avant la crise.

Progression européenne de la couverture : 10% couverts par l'assurance maladie en 1910 ; 47% en 1940 ; 93% en 1990. **Mais des différences se maintiennent : systèmes financés par des cotisations**

sociales (FR, Allg 70-80% : les actifs paient alors pour les retraités), **par des contributions publiques** (Danemark 80%), mixte (GB 50-50).

En Angleterre et en Irlande, les besoins ont été fixés à des seuils minimalistes, proches de la pauvreté, d'où l'importante population âgée et pauvre. L'État encourage donc la prévoyance privée, au-delà d'un seuil minimal. Au Danemark, au contraire, la protection sociale est très élevée, et son financement public par un impôt très progressif assure un fort effet redistributif.

Aux US, la protection sociale est ciblée sur les éléments les plus pauvres de la population. La couverture maladie s'effectue par des assurances privées au niveau des entreprises.

B La découverte du Quart-Monde

L'EP contribue à réduire généralement la pauvreté, mais **des poches de pauvreté demeurent**. GB : ¼ population dans la pauvreté avant-guerre, se réduit ensuite vers 10% mais reste un seuil incompressible. **Conditions de logement lamentables** : cf. les bidonvilles en France, qui ne disparaissent que dans les 1960s.

Les pouvoirs publics en France ont laissé le problème du logement au marché, d'où la campagne de l'abbé Pierre en février 1954 (« insurrection de la bonté »), qui réclame l'aide de l'État. Le Parlement débloque 10MMF. 1950s : programme de logements sociaux. **Paradoxe : l'amélioration des conditions de vie obtenue par ces logements conduit une génération plus tard à la création de nouveaux ghettos urbains.** L'abbé Wrezinski fonde ATD-Quart Monde en 1957 : rappeler que le clivage entre richesse et pauvreté existe aussi dans les pays riches. Objectifs : recueillir des aides, permettre aux pauvres de s'exprimer et d'avoir leur dignité (action au nom des droits de l'homme). La pauvreté est celle d'un **sous-prolétariat urbain** situé dans les cités provisoires. Il disparaît dans les 1960s avec les logements sociaux et la progression des bas salaires. Apparition du concept d'« **exclus** » (Lenoir).

Cf. enquête d'Harrington, **L'Autre Amérique** (surreprésentation des Noirs parmi les pauvres). Les ménages pauvres, même s'il disposent souvent d'une TV, d'une machine à laver, d'une voiture, manquent de l'essentiel : nourriture équilibrée, dépenses de santé, etc. Cette prise de conscience **pousse Johnson à étendre l'aide sociale dans son programme de Great Society et son projet de « guerre contre la pauvreté ».** Mais les USA conservent leur spécificité : extension du **Medicare** (gratuité des soins hospitaliers pour les 65+ ans) et du **Medicaid** (aide aux indigents, ceux qui ne travaillent pas et ne peuvent cotiser à une assurance). Programmes fédéraux spécifiques et ciblés.

C La crise de l'EP

La crise des 1970s ne jette pas dans la pauvreté tout un pan de la population, grâce au maintien de l'EP. La consommation soutenue continue à progresser et évite l'enlisement dans la récession, malgré le chômage de masse.

La sécurité de l'emploi salarié a été fortement atteinte. Le compromis fordiste est remis en cause à cause de la baisse des gains de productivité.

Chômage : en France, reste résiduel (petit nombre d'individus exclus) et frictionnel jusqu'en 1974. On en revient à un chômage de masse (1975 : 4% ; 1980 : 6% ; 1985 : 10,2% ; 1990 : 9% ; 1997 : 12%). Émergence d'une **nouvelle forme de pauvreté, liée à un chômage de longue durée** (1975 : 2,5% de l'ensemble des chômeurs ; 1985 : 21%). Ce chômage implique aussi **l'érosion de la norme du CDI** (qui comprend encore 9/10 des emplois en 2000) à temps plein, avec les FPE.

L'EP subit la critique néo-libérale, même si ceux-ci ne le démantèlent pas (maintien des prélèvements obligatoires à 39% sous Thatcher, chute de seulement 3%), contre la volonté de Thatcher d'ailleurs (attachement britannique à l'égalité devant les soins). Plus significatif est le **recul de l'EP dans l'opinion, notamment les classes moyennes**. Référendum en Californie (gouverneur Reagan) sur la réduction de moitié de l'impôt foncier, réduction qui impliquait des coupes budgétaires : la proposition est approuvée aux 2/3, et Reagan diminue les programmes d'aide sociale, sans toutefois toucher aux programmes de soin.

Diminution des moyens de l'EP. Augmentation des dépenses sociales supérieure à la croissance (accroissement de l'espérance de vie, extension de la protection, retraites à taux plein). L'EP n'a pas empêché le rejet hors du monde du travail de 2M de personnes : nécessité de repenser les prestations. Dès la fin des 1980s, la question des retraites devient en France un problème majeur : comment supporter la hausse de la pression fiscale ? faut-il aller vers un système privé ou mixte ? 1993 : réforme Balladur, diminution du taux de remplacement & augmentation du nombre de trimestres. En question : les différences de durée entre public et privé, les régimes spéciaux (tentative Juppé 1995).

Il y a une erreur à croire que la société demande moins à l'État, ce que révèle la défaite de Balladur face à Chirac.

D Nouveaux riches, nouveaux pauvres

US : retournement de la tendance égalitaire. Progression des inégalités : rapport entre les deux quintiles extrêmes de 7,5 en 1973 (1929 : 13,3 ; 1993 : 11,5). **L'évolution arrive en Europe quelques années plus tard.**

Remise en cause des théories optimistes de moyennisation (homogénéisation des modes de vie, resserrement de la structure sociale, rapprochement des niveaux de vie). Cf. Chauvel. Le niveau de vie médian augmente de 5+%/an de 1970 à 1979, de 0,8%/an en 1979-1990, de 0,4%/an en 1990-97.

La nouvelle pauvreté en France : personnes âgées n'ayant pas assez cotisé, ... Pauvreté qui peut aussi frapper des populations jusque-là totalement intégrées. Mis en lumière par les Restos du Cœur en 1985 : la population aidée venait du voisinage. La pauvreté peut être aussi **accidentelle** : perte d'emploi, rupture familiale, aléas de santé (pas de déterminants de groupe social). Retour du paupérisme du 19^e (déviance qui se répand hors des milieux habituels de la pauvreté). **L'exclusion est désormais un phénomène social qui engage la société tout entière : passage d'un phénomène marginal ciblé à un phénomène central et diffus.** Processus de désaffiliation.